

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 115

14 janvier 2014

SOMMAIRE

Agriloc S.à r.l.	5513	Night Networks S.A.	5474
Car Classifieds Myanmar S.C.Sp.	5517	Nikaya SA, SPF	5478
Car Classifieds Pakistan S.C.Sp.	5519	Noble Holding International (Luxem- bourg) S.à r.l.	5479
DIT Luxembourg 1 S.à r.l.	5512	Nordborn I S.à r.l.	5511
DJS s.à r.l.	5512	Panattoni Poland Development S.à r.l. ...	5475
DMS Offshore Investment Services (Euro- pe) Sàrl	5512	Petroceltic S.à r.l.	5475
Eurolever Holding S.A.	5511	P & G International S.A.	5474
Fabri S.à r.l.	5510	Powergen Holdings S.à r.l.	5514
F.E.L.	5480	Prahy Invest G.m.b.H.	5477
Ferodi S.A.	5477	ProLogis UK CCXLIV S.à r.l.	5480
Finapar S.A.	5511	P.T. Investments S.A.	5474
Finsweet S.A.	5480	Purser	5476
Home Planning Luxembourg SA	5481	Rideaux Center	5476
Hotels Invest S.à r.l.	5510	Rivoli 144 Financing S.à r.l.	5475
Immobilière Norman S.A.	5478	Romy Finance S.A.	5476
Immobilière Rosa S.A.	5481	RS-IC S.à r.l.	5479
Ingersoll-Rand Lux Roza	5479	Rue de la Banque Sàrl	5477
Ingersoll-Rand Roza II S.à r.l.	5478	SBD Niscayah S.à r.l.	5480
Intal International S.A.	5481	Sea Technology S.A.	5480
Interieur Bauwens S.A.	5478	Seven S.à r.l.	5477
International Chemical Investors VIII S.A.	5511	S.T.C.E. S.à r.l.	5476
Jabepka S.à r.l.	5477	Step Luxco	5479
Les P'tits Moussaillons	5481	TE Connectivity Holding International II S.à r.l.	5520
Liquid Capital Group S.à r.l.	5482	Terpean International S.A.	5512
Lone Star Property S.A.	5512		

P & G International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 37.190.

Extrait de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société P&G International S.A. qui s'est tenue à Luxembourg le 30 septembre 2013.

[omissis]

Sixième résolution:

Le mandat des administrateurs arrivant à échéance, l'assemblée générale décide de nommer, jusqu'à générale annuelle qui se tiendra en 2019, un nouveau conseil d'administration composé comme suit:

Administrateurs:

- Marco Dubini Dacco, né le 1^{er} novembre 1954 à Milan, Italie, demeurant professionnellement au 9, Via Camperio, 20123 Milan, Italie;
- Monsieur Pierre Thielen, né le 28 septembre 1947 à Ettelbruck (L), demeurant professionnellement au 5, Avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg;
- Xavier Mangiullo, né le 8 septembre 1980 à Hayange, France, demeurant professionnellement au 5, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg;

Commissaires aux comptes:

- Stefania Tomasini, née le 13 mars 1967 à Gallarate, Italie, demeurant professionnellement au 12, Via G.B. Pioda, 6900 Lugano, Suisse

Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Pour copie conforme

Pour le conseil d'administration

Xavier Mangiullo

Administrateur

Référence de publication: 2013177101/28.

(130216492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Night Networks S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5720 Aspelt, 1, um Klaeppchen.
R.C.S. Luxembourg B 93.083.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/12/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013177070/12.

(130215503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

P.T. Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 88.338.

Extrait des résolutions des administrateurs prises en date du 17 décembre 2013

Les administrateurs de la Société ont décidé comme suit:

- de transférer le siège social de la Société du 19-21 Boulevard du Prince Henri, L - 1724 Luxembourg, Luxembourg vers le 20 RUE DE LA POSTE, L-2346 LUXEMBOURG, LUXEMBOURG avec effet au 17 décembre 2013

Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013177103/14.

(130215465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Petroceltic S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 39.351.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013177121/9.

(130215325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Panattoni Poland Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 172.665.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 9 Décembre 2013

1. La société à responsabilité limitée Panattoni Luxembourg Directorship Sarl, ayant son siège social au 203, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, enregistrée au registre de commerce et de sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144.945 a démissionné comme gérante B.

2. Monsieur Olivier Marbaise, né le 16 août 1973 à Verviers résidant au 95 rue Gillet B6790 Aubange a démissionné comme gérant B

3. Monsieur Robert Dobrzycki, né le 1^{er} décembre 1975 à Elk résidant au Bilay Kamien 1/21,02-593 Varsovie a démissionné comme gérant A

4. La société à responsabilité limitée Panattoni Luxembourg Directorship Sarl a été nommée comme gérante unique.

5. Le nombre de gérants a été diminué de 3 à 1.

Luxembourg, le 9 décembre 2013.

Panattoni Luxembourg Directorship Sarl

Représentée par M. Olivier Marbaise

Gérant

Référence de publication: 2013177106/21.

(130215688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Rivoli 144 Financing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 33, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 135.725.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte d'un acte de clôture de liquidation reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 6 décembre 2013, enregistré à Luxembourg A.C., le 13 décembre 2013, LAC/2013/57360, aux droits de soixante-quinze euros (75.- EUR), que la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de "Rivoli 144 Financing S. à r.l. (en liquidation)", enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135.725, ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 33, Avenue Monterey, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 31 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 474 du 23 février 2008 et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

La société a été mise en liquidation par acte du notaire soussigné en date du 26 septembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2836 du 12 novembre 2013.

a été clôturée et que par conséquent la société est dissoute.

Les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pour une période de cinq ans, à partir de la date de la publication des présentes dans le Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations, Mémorial C, à l'adresse suivante: 33, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Référence de publication: 2013178186/24.

(130217541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

S.T.C.E. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 22, rue de Hollerich.
R.C.S. Luxembourg B 50.004.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013178214/10.

(130217064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Rideaux Center, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4210 Esch-sur-Alzette, 57, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 27.057.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Pour la société

FIDUCIAIRE ACCURA S.A.

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2013178204/14.

(130217057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Purser, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1945 Luxembourg, 4-6, rue de la Loge.
R.C.S. Luxembourg B 132.106.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2013178180/10.

(130216698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Romy Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.
R.C.S. Luxembourg B 143.564.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale tenue de façon extraordinaire de la société ROMY FINANCE S.A.

L'assemblée générale tenue de façon extraordinaire du 13 décembre 2013 a pris les décisions suivantes:

1. L'assemblée générale révoque avec effet immédiat les administrateurs actuels M. Yves Deschenaux, M. Thomas Dürr et Mme Visaka Kimari.

2. L'assemblée générale nomme comme nouveaux membres du conseil d'administration, dont le mandat courra jusqu'à l'assemblée générale ordinaire se tenant en 2019:

- M. Lex THIELEN, avocat à la Cour, né le 21 juillet 1962 à Luxembourg, domicilié professionnellement à L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen,

- Mme Alexandra VAEL, employée privée, née le 30 mai 1988 à Tchernovtsy (Ukraine), domiciliée professionnellement à L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen,

- Mme Magalie HILCHER, employée privée, née le 5 janvier 1978 à Algrange (France), domiciliée à F-57280 Maizières-les-Metz (France), 21 Voie Romaine.

Luxembourg, le 13 décembre 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013178207/20.

(130217036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Rue de la Banque Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 167.738.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

RUE DE LA BANQUE S.à. r.l.
Signatures
Gérant / Gérant

Référence de publication: 2013178209/12.

(130217021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Prahy Invest G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.986,69.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 65.624.

Il est porté à la connaissance des tiers que PRAHY-O.H.G. des Dr. Peter Reichegger & Co, associé de la société PRAHY INVEST G.m.b.H., a changé l'adresse de son siège social qui se situe désormais au 1, Museumstrasse, I-39100 Bozen, Italie.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRAHY INVEST G.m.b.H.

Référence de publication: 2013178178/12.

(130216861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Seven S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8058 Bertrange, 1, Beim Schlass.
R.C.S. Luxembourg B 171.712.

Les comptes annuels au 31.12.12 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013178217/10.

(130217161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Jabepka S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 30, Gruuss-Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 102.340.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, le 17 décembre 2013.

Référence de publication: 2013175823/10.

(130214853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Ferodi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6871 Wecker, 2, Op Huefdréisch.
R.C.S. Luxembourg B 76.047.

Der Jahresabschluss vom 01.01.2012 - 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013175664/10.

(130214793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Nikaya SA, SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 136.292.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013176021/9.

(130214337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Interieur Bauwens S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8008 Strassen, 130, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 83.941.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 19/12/2013.

Signature.

Référence de publication: 2013177896/10.

(130217622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Ingersoll-Rand Roza II S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 116.750,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 104.949.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique prises en date du 16 décembre 2013 que:

1. La démission de Monsieur Olivier Caremans de son poste de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 12 décembre 2013 a été acceptée.

2. A été nommé gérant de catégorie A de la Société, avec effet au 12 décembre 2013, et ce pour une durée indéterminée:

Madame Evmorfia Klitsaki, née le 27 septembre 1968 à Athènes, Grèce et résidant professionnellement à Alma Court Building, Lenneke Marelaan 6, 1932 St-Stevens-Woluwe, Belgique.

3. Le conseil de gérance se compose désormais comme suit:

- Madame Evmorfia Klitsaki, gérant de catégorie A;
- Monsieur Jeffrey Tallyen, gérant de catégorie A;
- Monsieur Scott McKinlay, gérant de catégorie B;
- Monsieur Benoît Bauduin, gérant de catégorie B;
- Monsieur Livio Gambardella, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Référence de publication: 2013177867/25.

(130217131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Immobilière Norman S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6971 Hostert, 4, Op der Aappeltaart.
R.C.S. Luxembourg B 33.455.

Hiermit teilen wir Ihnen mit, dass die Gesellschaft xinx sarl, RCSL B119531, 42, rue des Cerises, L - 6113 Junglinster, das Mandat als Rechnungskommissar mit sofortiger Wirkung niederlegt.

Paul LAPLUME.

Référence de publication: 2013177885/10.

(130217299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Ingersoll-Rand Lux Roza, Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 115.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 90.093.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique prises en date du 16 décembre 2013 que:

1. La démission de Monsieur Olivier Caremans de son poste de gérant de la Société avec effet au 12 décembre 2013 a été acceptée.

2. A été nommé gérant de la Société, avec effet au 12 décembre 2013, et ce pour une durée indéterminée:

Madame Evmorfia Klitsaki, née le 27 septembre 1968 à Athènes, Grèce et résidant professionnellement à Alma Court Building, Lenneke Marelaan 6, 1932 St-Stevens-Woluwe, Belgique.

3. Le conseil de gérance se compose désormais comme suit:

- Madame Evmorfia Klitsaki, gérant;
- Monsieur Jeffrey Tallyen, gérant;
- Monsieur Scott McKinlay, gérant;
- Monsieur Benoît Bauduin, gérant;
- Monsieur Livio Gambardella, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Référence de publication: 2013177889/24.

(130217130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Noble Holding International (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 2.770.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 148.311.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2013.

Pour Noble Holding International (Luxembourg) S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013176028/12.

(130214769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Step Luxco, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 122.605.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013176188/9.

(130214259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

RS-IC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 112.634.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013176176/9.

(130214242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

ProLogis UK CCXLIV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 132.995.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013176093/9.

(130214073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Finsweet S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 65.643.

Extrait des résolutions des administrateurs prises en date du 13 décembre 2013

Les administrateurs de la Société ont décidé comme suit:

- de transférer le siège social de la Société du 19 - 21 Boulevard du Prince Henri, L -1724 Luxembourg, Luxembourg vers le 20 RUE DE LA POSTE, L-2346 LUXEMBOURG, LUXEMBOURG avec effet au 13 décembre 2013

Luxembourg, le 13 décembre 2013.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013176732/14.

(130215525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

F.E.L., Société Anonyme.

Siège social: L-9761 Lentzweiler, Zone Industrielle Lentzweiler-Eselborn.

R.C.S. Luxembourg B 93.644.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012, ainsi que le rapport du réviseur d'entreprises agréé, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 17 décembre 2013.

Référence de publication: 2013176706/11.

(130215860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Sea Technology S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5445 Schengen, 10, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 133.491.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2013178244/10.

(130217195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

SBD Niscayah S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 168.622.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013178240/10.

(130217014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Les P'tits Moussaillons, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-3340 Huncherange, 15, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 162.170.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession signé en date du 4 décembre la cession des parts sociales suivantes:

- DB PROJECTS Sàrl cède l'intégralité de ses parts à RIBAMBELLE GROUPE S.A., RCS B 182.259, 23 rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, soit 70 parts sociales.

- MARTI Sàrl cède l'intégralité de ses parts à RIBAMBELLE GROUPE S.A., RCS B 182.259, 23 rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, soit 30 parts sociales.

Ribambelle Groupe détient désormais 100 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2013176926/17.

(130216490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Intal International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 75.762.

—
Extrait de la décision prise par les administrateurs restants avec effet au 9 décembre 2013

M. Frédéric PLAYE, administrateur de sociétés, né à Cannes (France), le 3 octobre 1983, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été coopté comme administrateur de la société en remplacement de M. Eric MAGRINI, administrateur démissionnaire, dont il achèvera le mandat d'administrateur qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2014.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Pour INTAL INTERNATIONAL S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013177891/17.

(130217629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Home Planning Luxembourg SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 165.029.

—
Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013177859/10.

(130217621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Immobilière Rosa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2266 Luxembourg, 6, rue d'Oradour.

R.C.S. Luxembourg B 68.549.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Itzig, le 19 décembre 2013.

Pour IMMOBILIERE ROSA S.A.

FIDUCIAIRE EVERARD - KLEIN S.A.R.L.

Référence de publication: 2013177886/12.

(130217416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Liquid Capital Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 156.813.

In the year two thousand and thirteen, on the twelfth day of the month of November.

Before Us, Maitre Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

1. Mr Chris Siepman, residing at 285, Trinity Road, GB-SW18 3SN, London, United Kingdom ("CS"), hereby represented by Mrs Elisa Faraldo, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of proxy under private seal given on 11 November 2013,
2. Mr Gregg Siepman, residing at 1821 North Mohawk Street, Chicago, Illinois, 60614, United States ("GS" and with CS being hereafter referred to as the "Shareholders"), hereby represented by Mrs Elisa Faraldo, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of proxy under private seal given on 12 November 2013,
3. Mr Piers Jennings, residing at 20 Nevinson Close, SW18 2TF, London, United Kingdom ("PJ"), hereby represented by Mrs Elisa Faraldo, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of proxy under private seal given on 7 November 2013,
4. Mr Richard Lee, residing at Salmonds Hall, Salmonds Grove, Ingrave, CM13 3RS, Brentwood, Essex, United Kingdom ("RL"), hereby represented by Mrs Elisa Faraldo, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of proxy under private seal given on 7 November 2013,
5. Mr Michael Roh, residing at 92 North Park Drive, Chicago, 60601 Illinois, United States of America ("MR"), hereby represented by Mrs Elisa Faraldo, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of proxy under private seal given on 11 November 2013,
6. Mr Nick Park, residing at 2120 North Seminary Avenue, Chicago, 60614 Illinois, United States of America ("NP"), hereby represented by Mrs Elisa Faraldo, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of proxy under private seal given on 7 November 2013,
7. Mr Tim Plunkett, residing at 70 Ritchard Avenue, 2034 Coogee, New South Wales, Australia ("TP"), hereby represented by Mrs Elisa Faraldo, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of proxy under private seal given on 12 November 2013,
8. Mr Brett Flowers, residing at 24 Ellesmere Road, KT11 3BJ, Weybridge, Surrey, United Kingdom ("BF"), hereby represented by Mrs Elisa Faraldo, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of proxy under private seal given on 7 November 2013,
9. Mr Michael Shapiro, residing at 54 Stoke Road, Stoke D'Abernon, KT11 3BJ, Cobham, Surrey, United Kingdom ("MS"), hereby represented by Mrs Elisa Faraldo, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of proxy under private seal given on 7 November 2013,
10. Mr Julian Oakland, residing at 85 Chelverton Road, SW15 1RW, London, United Kingdom ("JO"), hereby represented by Mrs Elisa Faraldo, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of proxy under private seal given on 7 November 2013,
11. Mr Chris Mates, residing at 9441 Ridgeway Avenue, Evanston, 60203 Illinois, United States of America ("CM"), hereby represented by Mrs Elisa Faraldo, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of proxy under private seal given on 11 November 2013,
12. M. Kurt Siepman, residing at 5049 North Wolcott Avenue, Chicago, 60640 Illinois, United States of America ("KS" and with PJ, RL, MR, NP, TP, BF, MS, JO and CM being hereafter referred to as the "Subscribers") hereby represented by Mrs Elisa Faraldo, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of proxy under private seal given on 11 November 2013.

The said proxies shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholders declared that they are the shareholders of Liquid Capital Group S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, incorporated as a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by a notarial deed enacted on 5 November 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 106 of 19 January 2011 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 156.813 (the "Company"). The Company's articles of incorporation have last been amended pursuant to a notarial deed enacted on 6 June 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1869 of 2 August 2013.

The appearing parties, represented as above mentioned, have been fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. Creation of two classes of shares, namely A Ordinary Shares and B Ordinary Shares and determination of the rights and obligations attached thereto as set forth in the amended and restated articles of association of the Company referred to below;

2. Reclassification of the existing one million two hundred thirty-two thousand five hundred (1,232,500) shares into A Ordinary Shares;

3. Increase of the Company's issued share capital by an amount of two thousand two hundred four Euros and thirty-six Euro cents (EUR 2,204.36) so as to bring it from its current amount of twelve thousand three hundred twenty-five euro (EUR 12,325.-), to an amount of fourteen thousand five hundred twenty-nine Euros and thirty-six Euro cents (EUR 14,529.36) by the issue of two hundred twenty thousand four hundred thirty-six (220,436) B Ordinary Shares, with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) each for a total issue price of two thousand two hundred four Euros and thirty-six Euro cents (EUR 2,204.36) to the subscribers as set forth in the table below, payment in cash of the issue price by the subscribers, allocation of the issue price to the issued share capital:

Subscriber	Number of B Ordinary Shares subscribed	Issue Pri- ce in EUR
Piers Jennings	72,652	726.52
Richard Lee	36,323	363.23
Michael Roh	50,852	508.52
Nick Park	18,162	181.62
Tim Plunkett	18,162	181.62
Brett Flowers	9,444	94.44
Michael Shapiro	9,370	93.70
Julian Oakland	4,361	43.61
Chris Mates	742	7.42
Kurt Siepman	368	3.68
Total:	220,436	2,204.36

4. Amendment and restatement of the articles of association in order to take into account the above items and such further amendments set forth in the amended and restated articles of association substantially in the form attached to the proxies;

5. Miscellaneous.

The appearing parties, represented as above stated requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolved to create two classes of shares, namely A Ordinary Shares and B Ordinary Shares. and to determine the rights and obligations attached thereto as set forth in the amended and restated articles of association of the Company below.

Second resolution

The Shareholders resolved to reclassify the existing one million two hundred thirty-two thousand five hundred (1,232,500) shares into A Ordinary Shares.

Third resolution

The Shareholders resolved to increase the Company's issued share capital by an amount of two thousand two hundred four Euros and thirty-six Euro cents (EUR 2,204.36) so as to bring it from its current amount of twelve thousand three hundred twenty-five euro (EUR 12,325.-), to an amount of fourteen thousand five hundred twenty-nine Euros and thirty-

six Euro cents (EUR 14,529.36) and to issue two hundred twenty thousand four hundred thirty-six (220,436) B Ordinary Shares, with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) each.

Subscription / Payment

Thereupon, now appears Mrs Elisa Faraldo, prenamed, acting in her capacity as duly authorized agent and attorney in fact of the Subscribers by virtue of the above mentioned proxies.

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of PJ to seventy-two thousand six hundred fifty-two (72,652) B Ordinary Shares with a nominal value of Euro cent (EUR 0.01) each, and to fully pay these new shares by a contribution in cash in the amount of seven hundred twenty-six Euros and fifty-two Euro cents (EUR 726.52).

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of RL to thirty-six thousand three hundred twenty-three (36,323) B Ordinary Shares with a nominal value of Euro cent (EUR 0.01) each, and to fully pay these new shares by a contribution in cash in the amount of three hundred sixty-three Euros and twenty-three Euro cents (EUR 363.23).

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of MR to fifty thousand eight hundred fifty-two (50,852) B Ordinary Shares with a nominal value of Euro cent (EUR 0.01) each, and to fully pay these new shares by a contribution in cash in the amount of five hundred eight Euros and fifty-two Euro cents (EUR 508.52).

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of NP to eighteen thousand one hundred sixty-two (18,162) B Ordinary Shares with a nominal value of Euro cent (EUR 0.01) each, and to fully pay these new shares by a contribution in cash in the amount of one hundred eighty-one Euros and sixty-two Euro cents (EUR 181.62).

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of TP to eighteen thousand one hundred sixty-two (18,162) B Ordinary Shares with a nominal value of Euro cent (EUR 0.01) each, and to fully pay these new shares by a contribution in cash in the amount of one hundred eighty-one Euros and sixty-two Euro cents (EUR 181.62).

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of BF to nine thousand four hundred forty-four (9,444) B Ordinary Shares with a nominal value of Euro cent (EUR 0.01) each, and to fully pay these new shares by a contribution in cash in the amount of ninety-four Euros and forty-four Euro cents (EUR 99.44).

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of MS to nine thousand three hundred seventy (9,370) B Ordinary Shares with a nominal value of Euro cent (EUR 0.01) each, and to fully pay these new shares by a contribution in cash in the amount of ninety-three Euros and seventy Euro cents (EUR 93.70).

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of JO to four thousand three hundred sixty-one (4,361) B Ordinary Shares with a nominal value of Euro cent (EUR 0.01) each, and to fully pay these new shares by a contribution in cash in the amount of forty-three Euros and sixty-one Euro cents (EUR 43.61).

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of CM to seven hundred forty-two (742) B Ordinary Shares with a nominal value of Euro cent (EUR 0.01) each, and to fully pay these new shares by a contribution in cash in the amount of seven Euros and forty-two Euro cents (EUR 7.42).

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of KS to three hundred sixty-eight (368) B Ordinary Shares with a nominal value of Euro cent (EUR 0.01) each, and to fully pay these new shares by a contribution in cash in the amount of three Euros and sixty-eight Euro cents (EUR 3.68).

The Shareholders resolved to accept these subscriptions and payments and acknowledged that the newly issued shares have been entirely paid in cash and that the Company has at its disposal the total amount of two thousand two hundred four Euros and thirty-six Euro cents (EUR 2,204.36), proof of which was given to the undersigned notary who expressly confirmed and recorded this statement.

Fourth resolution

The Shareholders resolved to amend and restate the articles of incorporation of the Company to take into account the above resolutions and to make such further amendments as set forth therein as follows:

Chapter I. Form, Corporate Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Corporate Name.

a. There is hereby established among the subscriber(s) and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the "Company") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, notably the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), by article 1832 of the Civil Code, as amended, and by the present articles of incorporation (the "Articles").

b. The Company exists under the name of "Liquid Capital Group S.à r.l.".

Art. 2. Registered office.

a. The Company has its registered office in the City of Luxembourg. The Manager or, as the case may be, the Board of Managers is authorised to change the address of the Company's registered office inside the municipality of the Company's registered office.

b. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager or, as the case may be, the Board of Managers.

c. In the event that in the view of the Manager or, as the case may be, the Board of Managers, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with the said office or between the said office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the end of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 3. Corporate Object.

a. The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of participating interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

b. This includes, but is not limited to, investment in, acquirement of, disposal of, granting or issuing (without a public offer) of preferred equity certificates, loans, bonds, notes debentures and other debt instruments, shares, warrants and other equity instruments or rights, including, but not limited to, shares of capital stock, limited partnership interests, limited liability company interests, preferred stock, securities and swaps, and any combination of the foregoing, in each case whether readily marketable or not, and obligations (including but not limited to synthetic securities obligations) in any type of company, entity or other legal person.

c. The Company may also use its funds to invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any form or of any kind.

d. The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities as well as any form of indemnities, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

e. The Company may also provide assistance in any form (including but not limited to the granting of advances, loans, money deposits and credits as well as the providing of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities, in any kind of form) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same kind of assistance to undertakings which are part of the same group of companies which the Company belongs to or to third parties, provided that doing so falls within the Company's best interest and does not trigger any license requirements.

f. In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation and engage in such other activities as the Company deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of the foregoing.

g. Notwithstanding the above, the Company shall not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity which would be considered as a regulated activity or that would require the Company to have any other license.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II. Share capital, Shares

Art. 5. Share capital.

a. The share capital of the Company is set at fourteen thousand five hundred twenty-nine Euros and thirty-six Euro cents (EUR 14,529.36) divided into one million two hundred and thirty two thousand five hundred (1,232,500) A Ordinary Shares and two hundred twenty thousand four hundred thirty-six (220,436) B Ordinary Shares with a nominal value of one Euro cent (EUR 0,01) each.

b. In addition to the share capital, a premium account may be set up, into which any premium paid on any Share in addition to the par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares, which the Company may redeem from its Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares.

a. All the Shares will be and remain in registered form.

b. When the Company is composed of a sole shareholder, the sole shareholder may freely transfer its/her/his shares.

c. The transfer of Shares shall take place by notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in accordance with article 1690 of the Civil Code.

d. Each Share is indivisible as far as the Company is concerned. Co- owners of Shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to the relevant Share until that common representative has been appointed.

e. The provisions of this Article 6(e) shall apply for as long as Chris Siepman and/or Gregg Siepman hold Shares.

(i) No transfer of Shares which would result, if made and registered, in a person or persons Acting in Concert obtaining a Controlling Interest, may be made or registered unless:

- an Approved Offer is made by the proposed transferee(s) ("Buyer") or, at the Buyer's written request, by the Company as agent for the Buyer; and

- the Buyer complies in all respects with the terms of the Approved Offer at the time of completion of the sale and purchase of Shares pursuant to it.

(ii) Whenever an Approved Offer is made, the holders of 75 per cent. or more of the Shares ("Accepting Shareholders") shall have the right ("Drag Along Right") to require all of the other Shareholders to accept the Approved Offer in full.

(iii) The Drag Along Right may be exercised by the service of notice to that effect on the Shareholders at the same time as, or within five Business Days following, the making of the Approved Offer.

(iv) On the exercise of the Drag Along Right, each of the Shareholders will be bound to accept the Approved Offer in respect of its entire holding of Shares and to comply with the obligations assumed by virtue of such acceptance.

(v) If the Drag Along Right has been exercised and any of the Shareholders fail to accept the Approved Offer or, having accepted such offer, fail to complete the sale of any of its Shares pursuant to the Approved Offer, or otherwise fails to take any action required of it under the terms of the Approved Offer, any holder of Shares or any persons so authorised by the Board may accept the offer on behalf of the Shareholder in question, or undertake any action required under the terms of the Approved Offer on the part of the Shareholder in question. In particular, such person may execute the necessary transfer(s) on that Shareholder's behalf and upon:

- receipt by the Company (on trust for such Shareholder) of the consideration payable for the relevant Shares (the receipt being a good discharge to the Buyer, who will not be bound to see to the application of it); and

- compliance by the Buyer and, where relevant, the Company with all other terms of the Approved Offer

deliver such transfer(s) to the Buyer (or its nominee). The Board will then authorise registration of the transfer(s) and of the Buyer (or its nominee) as the holder of the Shares so transferred. After registration, the title of the Buyer (or its nominee) as registered holder of such Shares will not be affected by any irregularity in, or invalidity of such proceedings, which will not be questioned by any person. The Shareholder in question will in such a case be bound to deliver up its certificate for its Securities to the Company, or a statutory declaration of loss (as appropriate) whereupon the Shareholder will be entitled to receive the purchase price for such Shares.

f. In this Article 6(f), reference to the transfer of a Share includes the transfer or assignment of a beneficial or other interest in that Share or the creation of a trust or encumbrance over that Share or an agreement to do any of the same and reference to a Share includes a beneficial or other interest in a Share.

No Share may be transferred unless:-

(i) the transfer is made in accordance with Article 6; or

(ii) the transfer is a transfer of Shares made to a spouse or direct dependant of a Shareholder or a Permitted Trust;
or

(iii) the transfer is made with the prior written consent of the Company.

Art. 7. Increase and reduction of the share capital. The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced once or several times by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of Shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles or, as the case may be, by the Law for any amendment of these Articles.

Chapter III. Valuation, new issues and distributions

Art. 8. General. If there is an Event, the Board of Managers shall perform each of the following steps in strict sequential order:-

Step 1 carry out a valuation in accordance with the provisions of Article 9;

Step 2 determine the Pre-Event Valuation ("PEV") of the A Ordinary Shares, and the B Ordinary Shares in accordance with the provisions of Article 10;

Step 3 execute the Event;

Step 4 determine the aggregate Post- Event Valuation ("PostEV") of the A Ordinary Shares and the B Ordinary Shares in accordance with the provisions of Article 12; and

Step 5 determine the aggregate Carrying Percentage ("CP") for each of the A Ordinary Shares and the B Ordinary Shares in accordance with the provisions of Article 13.

Art. 9. Step 1. Valuation. The Board of Managers shall calculate the Economic Book Value of the Company ("Relevant Valuation"). The valuation shall, unless the Board of Managers decide otherwise, be calculated in Euros.

Art. 10. Step 2. Pre-event valuation ("PEV"). Following completion of the Relevant Valuation, the Board of Managers shall determine the A Share PEV and the B Share PEV in accordance with the following provisions:-

a. A Share PEV

A Share PEV shall be calculated as follows:-

A Share PEV = A Share CP x Relevant Valuation

where A Share CP shall be:

- in the case of the first Event carried out after the date of adoption of these Articles, the percentage set out as the CP for the A Ordinary Shares in paragraph a (ii) of Article 13; and
- in relation to each and every Event thereafter, the A Share CP following the previous Event calculated in accordance with Article 13.

b. B Share PEV

B Share PEV shall be calculated as follows:

$$\text{B Share PEV} = \text{B Share CP} \times \text{Relevant Valuation}$$

where B Share CP shall be:

- in the case of the first Event carried out after the date of adoption of these Articles, the percentage set out as the CP for the B Ordinary Shares in paragraph a (ii) of Article 13;
- in the case of step 4 of the first Event carried out after the date of adoption of these Articles, 15.172% or such other percentage as may be determined by the Board of Managers; and
- in relation to each and every Event thereafter, the B Share CP following the previous Event calculated in accordance with Article 13.

Art. 11. Step 3. Event. Once the A PEV and the B Share PEV have been determined, the Board of Managers shall implement the relevant Event.

a. Conversion of CRs

If the Event is the conversion of all or part of the CRs into A Ordinary Shares (in accordance with the terms and conditions of that CR), the Board of Managers shall propose to the Shareholders at the same time and on a pro rata basis as between each of the B Shareholders, sub-dividing the existing B Ordinary Shares or issuing such number of new B Ordinary Shares so as to ensure that the total number of B Ordinary Shares in issue shall be equal to:-

$$A / B / (1 - / C) \times B / C$$

where:-

A = Aggregate number of A Ordinary Shares in Issue after the conversion of the CRs into A Ordinary Shares;

B = Aggregate number of B Ordinary Shares in issue immediately prior to the conversion of the CRs into A Ordinary Shares; and

C = Aggregate number of A Ordinary Shares and B Ordinary Shares in issue immediately prior to the conversion of the CRs into A Ordinary Shares.

b. Issue of B Ordinary Shares

If the Event is the issue of B Ordinary Shares, the Board of Managers shall propose to the Shareholders the issue such number of shares as is equal to:-

$$\text{Aggregate Shares} / (1 - \text{Issue Percentage}) \times \text{Issue Percentage}$$

- Aggregate Shares = the aggregate of all A Ordinary Shares and B Ordinary Shares then in issue; and

- Issue Percentage = the percentage of the value of the Company (after the issue of the new B Ordinary Shares (but ignoring in the case of an award the nominal value of the new B Ordinary Shares being issued) and assuming for the purposes of this step 3 that the Hurdle has been satisfied in relation to all the B Ordinary Shares in issue prior to the Event) which the Board of Managers has determined will be issued in B Ordinary Shares ("Issue Percentage").

c. Conversion of CRs

If the Event is a conversion of CRs into A Ordinary Shares, the Board of Managers shall determine what percentage of existing CRs are to be converted into A Ordinary Shares.

Art. 12. Step 4. Determination of the post-event valuation. Having completed an Event, the Board of Managers shall calculate the PostEV in relation to each of the A Ordinary Shares and the B Ordinary Shares. For the avoidance of doubt, if the Event was an issue of B Ordinary Shares, the Board of Managers shall calculate separately the Post EV for all the B Ordinary Shares in issue immediately prior to the Event ("Existing B Shares") and the Post EV for the B Ordinary Shares issued as a result of the Event ("New B Shares").

a. Conversion of CRs

For the purposes of this Article 12, if the Event was a conversion of CRs into A Ordinary Shares in accordance with the terms and conditions of such CRs, the A Ordinary PostEV and the B Ordinary PostEV shall be determined as follows:-

$$\text{A Share PostEV} = \text{A Share PEV} + (\text{CR PEV} \times \text{Percentage of CAs Converted})$$

$$\text{B Share PostEV} = \text{B Share PEV}$$

b. Redemption of CRs

For the purposes of this Article 12, if the Event was a redemption of CRs the A Ordinary PostEV and the B Ordinary PostEV shall be determined as follows:

$$\text{B Share PostEV} = \text{B Share PEV} \times (1 - \text{Value of CAs Redeemed} / \text{A Share PEV} + \text{CR PEV})$$

c. Issue of B Ordinary Shares

If the Event was an issue of B Ordinary Shares under Article 11, the A

$A \text{ Share PostEV} = A \text{ Share PEV} / A \text{ Shares PostEV} = (1 - \text{Issue Percentage}) \times A \text{ Share CP} \times \text{Adjusted Relevant Valuation}$
Shares PostEV, the Existing B Shares PostEV, the New B Shares PostEV and the B Share PostEV shall be determined as follows:

Existing B Shares PostEV = $(1 - \text{Issue Percentage}) \times B \text{ Share CP} \times \text{Adjusted Relevant Valuation}$

Shares PostEV, the Existing B Shares PostEV, the New B Shares PostEV and the B Share PostEV shall be determined as follows:

Existing B Shares PostEV = $(1 - \text{Issue Percentage}) \times B \text{ Share CP} \times \text{Adjusted Relevant Valuation}$

B Share PostEV = Existing B Shares PostEV and New B Shares PostEV

New B Shares PostEV = $\text{Issue Percentage} \times \text{Adjusted Relevant Valuation}$

where Adjusted Relevant Valuation shall mean:

- in the case of an award of B Ordinary Shares, the Relevant Valuation plus the nominal value of the B Ordinary Shares being awarded; and

- in the case of an issue of B Ordinary Shares for value, the Relevant Valuation plus the consideration paid for the issue of such B Ordinary Shares.

Art. 13. Step 5. Carrying percentage. The CP for each of the A Ordinary Shares and the B Ordinary Shares shall be the percentage of the entire value of the Company attributable to each class of share as a whole as determined by the Board of Managers in accordance with this Article 13.

a. As at the date of adoption of these Articles:

i. CP for the A Ordinary Shares ("A Share CP") = 1.009%; and

ii. CP for the B Ordinary Shares ("B Share CP") = 0.00%

b. Upon the execution of each Event under Article 11 and having calculated the Post Event Valuation in relation to each of the A Ordinary Shares, and the B Ordinary Shares, the Board of Managers shall determine the CP to be

$A \text{ Share CP} = A \text{ Share PostEV} / \text{Adjusted Relevant Valuation}$

utilised in the next Event as follows:

where Adjusted Relevant Valuation shall be:-

- if the Event is an issue of B Ordinary Shares, as set out in Article 12 Step 4 clause c;

$B \text{ Share CP} = B \text{ Share PostEV} / \text{Adjusted Relevant Valuation}$

- if the Event is a redemption of CRs, the Relevant Valuation less the amount paid to holders of CRs and B Shareholders; and

- if the Event is a conversion of CRs, the Relevant Valuation.

Art. 14. Hurdle. a. In addition to any valuation carried out under Article 9, the Board of Managers shall immediately after the date the auditors sign the Company's audited accounts for each financial period ending after the date of adoption of these Articles instruct an independent firm of Chartered Accountants to value the entire issued share capital of the Company and all other CRs in accordance with sections 272 and 273 of the Taxation of Chargeable Gains Act 1992 ("Annual Valuation")

b. If an Annual Valuation exceeds the relevant Target Value, then the hurdle ("Hurdle"), in relation to the B Ordinary Shares which are subject to such Target Value, is deemed to have been satisfied.

Art. 15. Share sale.

a. On a Share Sale, the Net Proceeds shall be applied:

- first, in paying to each of the Selling Shareholders an amount per Sale Share equal to the nominal value of each Sale Share; and

- second, in paying the balance of the Net Proceeds in accordance with the following provisions:

* A Share Proceeds shall be paid to the Relevant A Shareholders pro rata to the number of A Ordinary Shares they are selling; and

* B Share Proceeds shall be paid to the Relevant B Shareholders pro rata to the number of Relevant B Shares they are selling; where

$A \text{ Share Proceeds} = (\text{Nos. of A Shares Sold} / \text{Nos. of A Shares in Issue}) \times \text{Adjusted A Share CP} \times \text{Net Proceeds}$

$\text{Adjusted A Share CP} = A \text{ Share CP} / (1 - Q)$

$B \text{ Share Proceeds} = (\text{Nos. of B Shares Sold} / \text{Nos. of B Shares in Issue}) \times \text{Adjusted B Share CP} \times \text{Net Proceeds}$

$\text{Adjusted B Share CP} = (P / (1 - Q))$

where:

P = B Share CP of B Ordinary Shares in relation to which the Hurdle has been satisfied on or immediately prior to the Share Sale (including, for the avoidance of doubt, the relevant B Ordinary Shares issued at any time pursuant to Article 11 paragraph (a));

Q = B Share CP of B Ordinary Shares in relation to which the Hurdle

has not been satisfied on or immediately prior to the Share Sale (including, for the avoidance of doubt, the relevant B Ordinary Shares issued at any time pursuant to Article 11 paragraph (a));

where: -

On a Share Sale:

- each B Shareholder shall be obliged to transfer all his B Ordinary Shares and it shall be a condition of such Share Sale that the purchaser shall also acquire such B Ordinary Shares; and

- the Managers shall not register any transfer of Shares if the Net Proceeds are not so distributed in accordance with this Article 15.

Art. 16. Listing. If there is a Listing, then the B Shareholders shall be entitled to receive upon a Listing and by virtue of their interest in B Ordinary Shares, such number of shares in the Company (or shares in a New Holding Company) which would have a value equivalent to the amount they would have received on a Share Sale.

Art. 17. Winding up. On a distribution of assets on a Winding Up, the surplus assets of the Company remaining after payment of its liabilities (excluding any CR) and any bonuses due from the Company ("Surplus Assets") shall be applied (to the extent that the Company is lawfully permitted to do so) as follows:

- the A Liquidation Amount shall be divided among the A Shareholders pro rata to the number of A Ordinary Shares they hold; and

- the B Liquidation Amount shall be divided among the Relevant B Shareholders pro rata to the number of Relevant Ordinary B Shares they hold; where

A Liquidation Amount = Adjusted A Share CP x Surplus Assets

B Liquidation Amount = Adjusted B Share CP x Surplus Assets

Adjusted B Share CP = A Share CP / (1 - Z)

Adjusted B Share CP = Y / (1 - Z)

Art. 18. Exit provisions - General.

a. If an Exit is approved by the Board of Managers and the holders of an A Share Majority in accordance with the terms of these Articles ("Proposed Exit"), all Shareholders shall consent to, vote for, raise no objections to and waive any applicable rights in connection with the Proposed where:-

Y = B Share CP of B Ordinary Shares in relation to which the Hurdle has been satisfied on or immediately prior to the Winding Up (including, for the avoidance of doubt, the relevant B Ordinary Shares issued at any time pursuant to Article 11 paragraph (a));

Z = B Share CP of B Ordinary Shares in relation to which the Hurdle has not been satisfied on or immediately prior to the Winding Up (including, for the avoidance of doubt, the relevant B Ordinary Shares issued at any time pursuant to Article 11 paragraph (a)).

Exit ("Actions"). The Shareholders shall be required to take all Actions with respect to the Proposed Exit as are required by the Board of Managers and the holders of an A Share Majority to facilitate the Proposed Exit. If any Shareholder fails to comply with the provisions of this Article, any person so authorised by the Board of Managers shall be constituted the agent of each defaulting Shareholder for taking such actions as are necessary to effect the Proposed Exit and the Board of Managers may authorise an officer or member to execute and deliver on behalf of such defaulting Shareholder the necessary documents and the Company may receive any purchase money due to the defaulting Shareholder in trust for each of the defaulting Shareholders.

b. If a Share Sale occurs where the whole or any part of the Net Proceeds are to be received by the Shareholders in a form other than cash, the Shareholders shall enter into such arrangements in relation to such Net Proceeds as they may agree or, in default of such agreement, as the Board of Managers may, in its absolute discretion, specify.

c. Without acting as a fetter on the Board of Managers' general discretion pursuant to the provisions contained in these Articles, it is acknowledged that, in using its discretion, the Board of Managers shall endeavour to allocate the Net Proceeds amongst the Shareholders so as to ensure that, to the extent practicable, the commercial effect of any distribution of Net Proceeds is in the same proportions as the provisions of Articles 15, 16 or 17 provide save that the Shareholders may be obliged to receive the Net Proceeds in different proportions of cash and non-cash consideration to one another.

d. If the Group is subject to a refinance pursuant to which all or substantially all of the business and assets of the Group are transferred to an entity, the share capital of which is held beneficially (in whole or in part) by the A Shareholders ("Connected Entity"), the A Shareholders shall procure that the Connected Entity shall issue and allot such number of shares in the capital of the Connected Entity to each B Shareholder which would have equivalent value and rights to the B Ordinary Shares they hold at the time of the refinance.

e. For the purposes of this Article, where any agreement is required to be reached as between the Shareholders, then the agreement of an A Share Majority shall be deemed to constitute such agreement between the Shareholders.

Chapter IV. Management, board of managers, auditors

Art. 19. Management.

a. The Company shall be managed by one or several managers, whether Shareholders or not (the "Manager(s)"). If several Managers have been appointed, the Managers will constitute a board of managers (the "Board of Managers").

b. The Manager(s) shall be appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of Shareholders, which will determine their number, their remuneration and the limited or unlimited duration of their mandate. The Managers will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of Shareholders.

c. The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of Shareholders may decide to qualify the appointed Managers as Class A Managers and Class B Managers, it being understood that the number of Class A Managers shall not be equal or exceed the number of Class B Managers.

d. Class B Managers shall not be domiciled or resident in the United Kingdom. If a Class B Manager becomes resident or domiciled in the United Kingdom, the Shareholders shall procure that a general meeting of Shareholders be held immediately in order to designate such manager as Class A Manager.

e. Even after the term of their mandate, the Manager(s) shall not disclose Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law.

Art. 20. Meetings of the board of managers.

a. For the purpose of this article 20, business day ("Business Day") means a day (other than a Saturday, Sunday or public holiday) when clearing banks in Luxembourg and the City of London are open for the transaction of normal banking business.

b. If the Company is composed of one sole Manager, the latter will exercise the power granted by the Law to the Board of Managers.

c. The Board of Managers will appoint a chairman (the "Chairman") from among its members. It may also appoint a secretary, who need not be a Manager and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers and of the shareholder(s).

d. The Board of Managers will meet upon request of any Manager. The Chairman will preside at all meetings of the Board of Managers. In her/his absence the Board of Managers may appoint another Manager as chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at such meeting.

e. Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least seven Business Days written notice of board meetings shall be given. Any such notice shall specify the place, the date, time, agenda of the meeting specifying in reasonable detail the matters to be raised at the meeting and the copies of any papers to be discussed at the meeting.

f. A shorter period of notice of a meeting of the Board of Managers may be given with the consent of a majority of the Managers.

g. The notice may be waived by unanimous written consent by all Managers at the meeting or otherwise. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

h. A meeting of the Board of Managers shall take place at least quarterly in Luxembourg at the registered office of the Company.

i. Every board meeting shall be held in Luxembourg or such other place indicated in the notice.

j. Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing another Manager as her/his representative, except that a Class B Manager shall not appoint a Class A Manager as her/his representative.

k. A quorum of the Board of Managers shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office and for this purpose an alternate, in the absence of the appointor, be counted in the quorum, provided that in all circumstances a meeting is not quorate if the majority of managers present or represented are Class A Managers.

l. No business shall be conducted at any meeting of the Board of Managers unless a quorum is present at the beginning of the meeting and at the time when there is to be voting on any business.

m. If a quorum is not present within thirty minutes after the time specified for a meeting of the Board of Managers in the notice of the meeting then it shall be adjourned to such time and place as a majority of the Managers agree in writing.

n. Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at the relevant meeting. In case of a tied vote, the Chairman has a casting vote.

o. One or more Managers may participate in a meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such methods of participation are to be considered as equivalent to a physical presence at the meeting, it being understood that where Managers attend a meeting by telephone or other remote means the meeting shall be deemed

to take place where the majority of the Managers attending are located, or if there is no such place, the place from where the chairman of the meeting originates the relevant telephone calls.

p. No meeting of the Board of Managers shall ever be permitted to occur in the United Kingdom, and no Manager may attend a meeting of the Board of Managers by telephone or other remote means if such Manager is at that time situated in the United Kingdom. Any such purported meeting shall be invalid and inoperative.

q. Managers shall not exercise any function of the managers in relation to the management and control of the Company in the United Kingdom.

r. A written decision signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers, provided that such written resolutions are signed outside the United Kingdom.

Art. 21. Minutes of meetings of the board of managers.

a. The minutes of the meeting of the Board of Managers or, as the case may be, of the written decisions of the sole Manager, shall be drawn up and signed by all Managers present at the meeting or, as the case may be, by the sole Manager. Any proxies will remain attached thereto.

b. Copies or extracts thereof shall be certified by the sole Manager or, as the case may be, by the Chairman of the Board of Managers or by any two Managers.

Art. 22. General powers of the managers. The Manager or, as the case may be, the Board of Managers is vested with the broadest powers to act on behalf of the Company and to perform or authorise all acts of administrative or disposal nature, necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the Law to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Manager or, as the case may be, the Board of Managers.

Art. 23. Delegation of powers.

a. The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may confer certain powers and/or special mandates to any member(s) of the Board of Managers or to any other person(s), who need not be a Manager or a Shareholder of the Company, acting either alone or jointly, under such terms and with such powers as the Manager or, as the case may be, the Board of Managers shall determine.

b. The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may also appoint one or more advisory committees and determine their composition and purpose.

c. Any powers of the Board of Managers delegated to an individual or committee may only be delegated on the basis that the powers shall only be exercisable outside the United Kingdom, and any purported exercise of such powers in the United Kingdom shall be invalid.

Art. 24. Representation of the Company.

a. If only one Manager has been appointed, the Company will be bound toward third parties by the sole signature of that Manager as well as by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom the Manager has delegated such signatory power, within the limits of such power.

b. In case the Company be managed by a Board of Managers, subject to the following, the Company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two Managers as well as by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom the Board of Managers has delegated such signatory power, within the limits of such power.

c. Notwithstanding the above, if the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of Shareholders has appointed one or several Class A Managers and one or several Class B Managers, the Company will be bound towards third parties only by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager, as well as by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom the Board of Managers has delegated such signatory power, within the limits of such power.

Art. 25. Conflict of interests.

a. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the sole fact that any one or more duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager, has a personal interest in, or is a duly authorised representative of said other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager, who serves as a duly authorised representative of any other company or firm with which the Company contracts or otherwise engages in business, shall not for that sole reason, be automatically prevented from considering and acting upon any matters with respect to such contract or other business.

b. Notwithstanding the above, in the event that any Manager has any personal interest in any transaction to which the Company is a party, other than transactions falling within the scope of the day-to-day management of the Company, concluded in the Company's ordinary course of business and at arm's length, s/he shall inform the Board of Managers of any such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction. Any such transaction and such Manager's interest therein shall be reported to the sole shareholder or, as the case may be, to the next general meeting of Share-

holders. When the Company is composed of a sole Manager, any transaction to which the Company shall become a party, other than transactions falling within the scope of the day-to-day management of the Company, concluded in the Company's ordinary course of business and at arm's length, and in which the sole Manager has a personal interest which is conflicting with the Company's interest therein, the relevant transaction shall be approved by the sole shareholder.

Art. 26. Indemnification. The Company shall indemnify any Manager and his heirs, executors and administrators, for expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or procedure to which he may be made a party by reason of his being or having been a Manager, or at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except for such action, suit or procedure in relation to matters for which he be held liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall only be provided for matters that the Company has been advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights which the relevant person may be entitled to.

Art. 27. Audit.

a. Except if the Company's annual accounts are audited by an independent auditor in accordance with the requirements of the Law, the supervision of the operations of the Company may be, and shall be, if the Company has more than twenty-five (25) Shareholders, entrusted to one or more auditors who need not be Shareholders.

b. The auditors or, as the case may be, the independent auditor, if any, shall be appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of Shareholders, which will determine the number of statutory auditors, if applicable, the remuneration of the statutory or independent auditor and the duration of their mandate. The auditors will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of Shareholders.

Chapter V. Meetings of shareholders

Art. 28. Annual General meeting.

a. The annual general meeting, to be held only in case the Company has more than twenty-five (25) Shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on the last Wednesday of the month of May of each year, at 10.00 a.m.

b. If such day is not a business day in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 29. Other General meetings of Shareholders.

a. The Shareholders may hold general meetings of Shareholders to be convened in compliance with the Law by the Manager or, as the case may be, the Board of Managers, by the auditor(s), if any, or by Shareholders owning more than half of the share capital of the Company.

b. If the Company is composed of no more than twenty-five (25) Shareholders, general meetings of Shareholders are not compulsory and the Shareholders may cast their vote on the proposed resolutions in writing.

c. General meetings of Shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad only if, in the discretionary opinion of the Manager or, as the case may be, the Board of Managers, circumstances of force majeure so require.

Art. 30. Powers of the meeting of shareholders.

a. Any regularly constituted general meeting of Shareholders of the Company represents the entire body of Shareholders.

b. The general meeting of Shareholders shall have the powers vested to it by the Law and by these Articles.

Art. 31. Procedure, vote.

a. The general meeting of Shareholders will meet upon notice given by the Manager or, as the case may be, by the Board of Managers, by the auditor(s), if any, or by Shareholders owning more than half of the share capital of the Company made in compliance with the Law and the present Articles.

b. The notice shall be sent to the Shareholders at least eight (8) days prior to the meeting and shall specify the date, time, place and agenda of the meeting.

c. If all the Shareholders are present or represented at a general meeting of Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

d. A shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing in writing or by fax another person as her/his proxy who need not be a shareholder.

e. The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a general meeting of Shareholders.

f. Any general meeting of Shareholders shall be presided by the Chairman of the Board of Managers or, in his absence, by any other person appointed by the general meeting of Shareholders.

g. The chairman of the general meeting of Shareholders shall appoint a secretary.

- h. The general meeting of Shareholders shall appoint one or several scrutineer(s).
- i. The chairman of the general meeting of Shareholders together with the secretary and the scrutineer(s) so appointed, form the bureau of the general meeting.
- j. An attendance list indicating the name of the Shareholders, the number of shares held by them and, if applicable, the name of their representative, is drawn up and signed by the bureau of the general meeting of the Shareholders or, as the case may be, their representatives.
- k. One vote is attached to each Share, except otherwise provided for by the Law.
- l. Except as otherwise required by the Law or by the present Articles, any amendment to the present Articles shall be approved by Shareholders (i) being a majority of the Shareholders in number and (ii) representing three-quarters of the corporate capital.
- m. Except as otherwise required by the Law or by the present Articles, all other resolutions will be taken by Shareholders representing more than half of the share capital of the Company. In case the quorum is not reached at the first meeting, the members shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.
- n. Whenever the share capital of the Company is divided into different classes of shares the special rights attached to any such class may only be varied or abrogated (either whilst the Company is a going concern or during or in contemplation of a winding-up) with the consent in writing of the holders (i) holding more than 75 per cent. in nominal value of the issued shares of that class; and (ii) being a majority of the holders of that class.

Art. 32. Minutes of shareholders resolutions.

- a. Minutes of the written decisions of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meetings of Shareholders shall be drawn up and signed by the sole shareholder or, as the case may be, by the bureau of the meeting.
- b. Copies or extracts of the minutes of the resolutions passed by sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of Shareholders shall be certified by the sole Manager or, as the case may be, by the Chairman of the Board of Managers or by any two Managers.

Chapter VI. Financial year, distribution of profits

Art. 34. Financial year. The Company's financial year begins on the first day of the month of January and ends on the last day of the month of December every year.

Art. 35. Approval of annual accounts.

- a. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager or, as the case may be, the Board of Managers, shall draw up the annual accounts of the Company in accordance with the Law and submit them, if applicable, to the auditor(s) for review and to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of Shareholders for approval.
- b. Each shareholder or his representative may inspect the annual accounts at the registered office of the Company as provided for by the Law.

Art. 36. Allocation of profits.

- a. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the Law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company.
- b. The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of Shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be allocated. It/s/he may decide to use the whole or part of the remainder to existing losses, if any, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholder(s) as dividend.

Art. 37. Interim dividends. The Manager or, as the case may be, the Board of Managers is authorised to pay out interim dividends, provided always that current interim accounts have been drawn-up and that said interim accounts show that the Company has sufficient available funds for such a distribution taking into account all other on-going liabilities of the Company.

Chapter VII. Dissolution, liquidation of the Company

Art. 38. Dissolution, Liquidation.

- a. The Company may be dissolved by a decision of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of Shareholders voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles, unless otherwise provided for by the Law.
- b. Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the sole shareholder or by the general meeting of Shareholders, as the case may be, which will determine their powers and their compensation.

c. After payment of all the outstanding debts of and charges against the Company, including taxes and expenses pertaining to the liquidation process, the remaining net assets of the Company shall be distributed in accordance with the provisions of Article 17 to Shareholders.

Chapter VIII. Applicable law

Art. 39. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable Law.

Chapter IX. Definitions

"A Shareholders" means the holders of A Ordinary Shares from time to time;

"A Ordinary Shares" or "A Shares" means the A ordinary shares of EUR0.01 each in the capital of the Company;

"A Share Majority" means a simple majority of the voting rights attributable to all of the A Ordinary Shares in issue at the relevant time;

"Acting in Concert" has the meaning given to it in The City Code on

Takeovers and Mergers published by the Panel on Takeovers and Mergers (as amended from time to time);

"Adoption Date" means the date of the passing of the resolution adopting these Articles;

"Approved Offer" means an offer in writing served on all Shareholders offering to purchase all the Shares held by such Shareholders (including any Shares which may be allotted pursuant to the exercise or conversion of options, rights to subscribe for or securities convertible into Shares in existence at the date of such offer) which:

i. is at no less than the Market Value;

ii. is stipulated to be open for acceptance for at least 21 Business Days;

iii. offers the same or equivalent consideration for each class of Share (whether in cash, securities or otherwise in any combination), provided that a reduction, withholding or retention of consideration to take account of tax payable or which might be payable by a Shareholder or by his employing company in relation to the conversion of securities, the exercise of an option over Shares, and/or the disposal of Shares shall not prejudice the application of this paragraph;

iv. includes an undertaking by or on behalf of the Buyer that no other consideration, (whether in cash or otherwise) is to be received or receivable by any Shareholder which, having regard to the substance of the transaction as a whole, can reasonably be regarded as an addition to the price paid or payable for the Shares to be sold by such Shareholder, and that neither the Buyer nor any person acting by agreement or understanding with it has otherwise entered into more favourable terms or has agreed more favourable terms with any other Shareholder for the purchase of Shares; and

v. is on terms that the sale and purchase of all Shares in respect of which the offer is accepted will be completed at the same time.

"Associates" means in relation to any person:

i. any person who is an associate of that person and the question of whether a person is an associate of another is to be determined in accordance with section 435 of the Insolvency Act 1986 and (whether or not an associate as so determined); or

ii. a company which is from time to time a parent undertaking or a subsidiary undertaking of that company or a subsidiary undertaking of any such parent undertaking, with parent undertaking and subsidiary undertaking having the meaning set out in section 1162 of the Companies Act 2006;

"Board of Managers" means the board of managers for the time being of the Company or any duly constituted and authorised committee thereof;

"Business Day" means a day (other than a Saturday, Sunday or public holiday) when clearing banks in Luxembourg and the city of London are open for the transaction of normal banking business;

"Buyer" as defined in Article 6(e);

"B Shareholders" means the holders of B Ordinary Shares from time to time;

"B Ordinary Shares" or "B Shares" means the B ordinary shares of EUR 0.01 each in the capital of the Company;

"B Share Dividend" the amount payable to B Shareholders in accordance with the provisions of Article 36;

"CP" as defined in Article 8;

"Convertible Receivable" or "CR" means any debt of equity interest which is convertible into Shares issued by the Company from time to time;

"Controlling Interest" means an interest in Ordinary Shares which confer in the aggregate not less than 50.1 per cent. of the total voting rights normally exercisable at General Meetings (including any voting rights which would be conferred as a result of the sale of a Controlling Interest);

"Economic Book Value" the amount by which the consolidated assets of the Group exceed the liabilities of the Group calculated more specifically in accordance with the general principles set out in a shareholders agreement which may be entered into between the Shareholders and the Company;

"Event" means a redemption of CRs, a conversion of CRs or the issue of new B Ordinary Shares whether for value or pursuant to an award;

"Exit" means a Share Sale or a Winding Up;

"Group" means the Company and its subsidiaries and subsidiary undertakings for the time being;

"Hurdle" as defined in Articles 14 (b);

"Listing" means the effective admission of any part of the equity share capital of the Company to the Official List of the UK Listing Authority and trading on The London Stock Exchange or the grant of effective permission by The London Stock Exchange Plc for dealings to take place in the same on AIM or the commencement of dealings in the same on any other recognised investment exchange (as defined in Part XVIII of the Financial Services and Markets Act 2000) (whichever is the earlier) or equivalent admission to trading or permission to deal on any Recognised Investment Exchange (as defined in section 285 Financial Markets and Services Act 2000);

"Managers" means a member of the Board of Managers from time to time;

"Market Value" means the market value of a Share as determined by the Board on the advice of Grant Thornton LLP but, for the avoidance of doubt, ignoring any minority discount and provided that the Market Value of any B Ordinary Shares, where the Hurdle, has not been satisfied, shall be the nominal value of each B Ordinary Share;

"New Holding Company" means a holding company of the Company in which the share capital of the Company is replicated in all material respects;

"Net Proceeds" means the net consideration payable for the Sale Shares (including any deferred consideration payments but excluding any sums paid to the Company by the purchaser in order to enable it to repay any loans made to the Company or bonuses due from the Company);

"Permitted Trust" means as regards any particular Shareholder, trusts (whether arising under a settlement, declaration of trust or other instrument by whomsoever or wheresoever made or under a testamentary disposition or on an intestacy) under which no immediate beneficial interest in any of the shares in question is for the time being vested in any person other than the Shareholder and/or Privileged Relations of that individual or a trust created pursuant to the establishment of a personal pension plan for the sole benefit of a Shareholder; and so that for this purpose a person shall be considered to be beneficially interested in a share if such share or the income thereof is liable to be transferred or paid or applied or appointed to or for the benefit of such person or any voting or other rights attaching thereto are exercisable by or as directed by such person pursuant to the terms of the relevant trusts or in consequence of an exercise of a power or discretion conferred thereby on any person or persons;

"Privileged Relation" in relation to a Shareholder who is an individual member means a spouse, parent, sibling, Civil Partner, child or grandchild (including step or adopted child and their issue);

"Qualifying B Shares" means B Ordinary Shares in relation to which the Hurdle has been satisfied on or prior to the Share Sale or Winding Up, as the case may be;

"Relevant A Shareholder" means any A Shareholder who is selling A Shares in a Share Sale;

"Relevant B Shareholder" means any B Shareholder who hold Qualifying B Shares;

"Sale Share" means any Share sold on a Share Sale;

"Selling Shareholder" means any Shareholder who is selling Sale Shares or, in the context of a Winding Up, all Shareholders;

"Shareholders" means the holder(s) of Shares from time to time;

"Shares" means together the A Ordinary Shares and the B Ordinary Shares in issue;

"Share Sale" means the sale to any person, other than to an Associate of the transferor, of (or the grant of a right to acquire or to dispose of) any of the Shares in the capital of the Company (in one transaction or as a series of transactions) which will result in the purchaser of those shares (or grantee of that right) and any Associates of his and any persons Acting in Concert with him together acquiring a Controlling Interest;

"Target Value" means the target value set out in the relevant subscription agreements pursuant to which the B Shareholders subscribe for B Ordinary Shares;

"Winding Up" means the passing of any resolution for the winding up of the Company, or any other return of capital (on liquidation, capital reduction or otherwise).

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which shall be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately three thousand euro (EUR 3,000).

Declaration

The undersigned notary who speaks and understands English states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le douzième jour du mois de novembre.

Par-devant, Maître Marc Loesch, notaire résidant à Mondorf-les-Bains (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1. M. Chris Siepman, résidant au 285, Trinity Road, GB-SW18 3SN, Londres, Royaume-Uni ("CS"),
ici représenté par Madame Elisa Faraldo, avocat, résidant à Luxembourg,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 11 novembre 2013,
2. M. Gregg Siepman, résidant au 1821 North Mohawk Street, Chicago, Illinois, 60614, Etats-Unis d'Amérique ("GS"
et ensemble avec CS étant désignés ci-après comme les "Associés"),
ici représenté par Madame Elisa Faraldo, avocat, résidant à Luxembourg,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 11 novembre 2013,
3. M. Piers Jennings, résidant au 20 Nevinson Close, SW18 2TF, Londres, Royaume-Uni ("PJ"),
ici représenté par Madame Elisa Faraldo, avocat, résidant à Luxembourg,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 7 novembre 2013,
4. M. Richard Lee, résidant au Salmonds Hall, Salmonds Grove, Ingrave, CM13 3RS, Brentwood, Essex, Royaume-Uni
("RL"),
ici représenté par Madame Elisa Faraldo, avocat, résidant à Luxembourg,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 7 novembre 2013,
5. M. Michael Roh, résidant au 92 North Park Drive, Chicago, 60601 Illinois, Etats-Unis d'Amérique ("MR"),
ici représenté par Madame Elisa Faraldo, avocat, résidant à Luxembourg,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 11 novembre 2013,
6. M. Nick Park, résidant au 2120 North Seminary Avenue, Chicago, 60614 Illinois, Etats-Unis d'Amérique ("NP"),
ici représenté par Madame Elisa Faraldo, avocat, résidant à Luxembourg,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 7 novembre 2013,
7. M. Tim Plunkett, résidant au 70 Ritchard Avenue, 2034 Coogee, New South Wales, Australie ("TP"),
ici représenté par Madame Elisa Faraldo, avocat, résidant à Luxembourg,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 12 novembre 2013,
8. M. Brett Flowers, résidant au 24 Ellesmere Road, KT11 3BJ, Weybridge, Surrey, Royaume-Uni ("BF"),
ici représenté par Madame Elisa Faraldo, avocat, résidant à Luxembourg,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 7 novembre 2013,
9. M. Michael Shapiro, résidant au 54 Stoke Road, Stoke D'Abernon, KT11 3BJ, Cobham, Surrey, Royaume-Uni ("MS"),
ici représenté par Madame Elisa Faraldo, avocat, résidant à Luxembourg,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 7 novembre 2013,
10. M. Julian Oakland, résidant au 85 Chelverton Road, SW15 1RW, Londres, Royaume-Uni ("JO"),
ici représenté par Madame Elisa Faraldo, avocat, résidant à Luxembourg,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 7 novembre 2013,
11. M. Chris Mates, résidant au 9441 Ridgeway Avenue, Evanston, 60203 Illinois, Etats-Unis d'Amérique ("CM"),
ici représenté par Madame Elisa Faraldo, avocat, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé
donnée le 11 novembre 2013,
12. M. Kurt Siepman, résidant au 5049 North Wolcott Avenue, Chicago, 60640 Illinois, Etats-Unis d'Amérique ("KS"
et ensemble avec PJ, RL, MR, NP, TP, BF, MS, JO et CM étant désignés ci-après comme les "Souscripteurs")
ici représenté par Madame Elisa Faraldo, avocat, résidant à Luxembourg,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 11 novembre 2013.

Lesdites procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises aux fins d'enregistrement.

Les Associés ont déclaré qu'ils sont les associés de Liquid Capital Group S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, constituée comme une société à responsabilité limitée par un acte notarié en date du 5 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 106 du 19 janvier 2011, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156813 (la "Société"). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte notarié le 6 juin 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1869 du 2 août 2013.

Les comparants, représentés comme mentionné ci-dessus, reconnaissent être entièrement informés des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Création des deux classes de parts sociales, dénommées Parts Sociales Ordinaires A et Parts Sociales Ordinaires B et détermination des droits et obligations y attachés conformément les statuts modifiés et refondus de la Société mentionnés ci-après;

2. Conversion d'un million deux cent trente-deux mille cinq cents (1.232.500) parts sociales existantes en Parts Sociales Ordinaires A;

3. Augmentation du capital social souscrit de la Société d'un montant de deux mille deux cent quatre euros et trente-six centimes d'euro (EUR 2.204,36) de manière à le porter de son montant actuel de douze mille trois cents vingt-cinq euros (EUR 12.325.-) à un montant de quatorze mille cinq cent vingt-neuf euros et trente-six centimes d'euro (EUR 14.529,36.-) par l'émission de deux cent vingt mille quatre cent trente-six (220.436) Parts Sociales Ordinaires B, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, pour un prix d'émission intégral de deux mille deux cent quatre euros et trente-six centimes d'euro (EUR 2.204,36) aux souscripteurs énoncés au tableau ci-dessous, paiement du prix d'émission en espèces par les souscripteurs, allocation du prix d'émission du capital social émis.

Souscripteurs	Montant des Parts Ordinaires B souscrites	Prix d'émission en EUR
Piers Jennings	72.652	726,52
Richard Lee	36.323	363,23
Michael Roh	50.852	508,52
Nick Park	18.162	181,62
Tim Plunkett	18.162	181,62
Brett Flowers	9.444	94,44
Michael Shapiro	9.370	93,70
Julian Oakland	4.361	43,61
Chris Mates	742	7,42
Kurt Siepman	368	3,68
Total:	<u>220.436</u>	<u>2.204,36</u>

4. Modification et refonte des statuts de la Société afin de tenir compte des éléments ci-dessus et telles autres modifications comme indiqué dans les statuts modifiés et refondus, substantiellement dans la forme annexée aux procurations;

5. Divers.

Les parties comparantes, représentés comme mentionné ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés ont décidé de créer deux classes des parts sociales, dénommées Parts Sociales Ordinaires A et Parts Sociales Ordinaires B et de déterminer des droits et des obligations y attachés conformément aux statuts modifiés et refondus de la Société mentionnés ci-après.

Deuxième résolution

Les Associés ont décidé de convertir un million deux cent trente-deux mille cinq cents (1.232.500) parts sociales existantes en Parts Sociales Ordinaires A.

Troisième résolution

Les Associés ont décidé d'augmenter le capital souscrit de la Société d'un montant de deux mille deux cent quatre euros et trente-six centimes d'euro (EUR 2.204,36) de manière à le porter de son montant actuel de douze mille trois cent vingt-cinq euros (EUR 12.325.-) à un montant de quatorze mille cinq cent vingt-neuf euros et trente-six centimes d'euro (EUR 14.529,36.-) et d'émettre deux cent vingt mille quatre cent et trente-six (220.436) Parts Sociales Ordinaires B, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

Souscription / Paiement

A ensuite comparu Mme Elisa Faraldo, prénommé(e), agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé des souscripteurs, en vertu des procurations mentionnées ci-dessus.

La personne comparant a déclaré souscrire au nom et pour le compte de PJ, à soixante-douze mille six cent cinquante-deux (72.652) Parts Sociales Ordinaires B d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, et de payer

intégralement ces nouvelles parts sociales par un apport en numéraire d'un montant de sept cent vingt-six euros et cinquante-deux centimes d'euro (EUR 726,52).

La personne comparante a déclaré souscrire au nom et pour le compte de RL, à trente-six mille trois cent vingt-trois (36.323) Parts Sociales Ordinaires B d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, et de payer intégralement ces nouvelles parts sociales par un apport en numéraire d'un montant de trois cent soixante-trois euros et vingt-trois centimes d'euro (EUR 363,23).

La personne comparante a déclaré souscrire au nom et pour le compte de MR, à cinquante mille huit cent cinquante-deux (50.852) Parts Sociales Ordinaires B d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, et de payer intégralement ces nouvelles parts sociales par un apport en numéraire d'un montant de cinq cent et huit euros et cinquante-deux centimes d'euro (EUR 508,52).

La personne comparante a déclaré souscrire au nom et pour le compte de NP, à dix-huit mille cent soixante-deux (18.162) Parts Sociales Ordinaires B d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, et de payer intégralement ces nouvelles parts sociales par un apport en numéraire d'un montant d'un cent quatre-vingt et un euros et soixante-deux centimes d'euro (EUR 181,62).

La personne comparante a déclaré souscrire au nom et pour le compte de TP, à dix-huit mille cent soixante-deux (18.162) Parts Sociales Ordinaires B d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, et de payer intégralement ces nouvelles parts sociales par un apport en numéraire d'un montant d'un cent quatre-vingt et un euros et soixante-deux centimes d'euro (EUR 181,62).

La personne comparante a déclaré souscrire au nom et pour le compte de BF, à neuf mille quatre cent quarante-quatre (9.444) Parts Sociales Ordinaires B d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, et de payer intégralement ces nouvelles parts sociales par un apport en numéraire d'un montant de quatre-vingts quatorze euros et quarante-quatre centimes d'euro (EUR 94,44).

La personne comparante a déclaré souscrire au nom et pour le compte de MS, à neuf mille trois cent soixante-dix (9.370) Parts Sociales Ordinaires B d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, et de payer intégralement ces nouvelles parts sociales par un apport en numéraire d'un montant de quatre-vingts treize euros et soixante-dix centimes d'euro (EUR 93,70).

La personne comparante a déclaré souscrire au nom et pour le compte de JO, à quatre mille trois cent soixante et une (4.361) Parts Sociales Ordinaires B d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, et de payer intégralement ces nouvelles parts sociales par un apport en numéraire d'un montant de quarante-trois euros soixante et un centime d'euro (EUR 43,61).

La personne comparante a déclaré souscrire au nom et pour le compte de CM, à sept cent quarante-deux (742) Parts Sociales Ordinaires B d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, et de payer intégralement ces nouvelles parts sociales par un apport en numéraire d'un montant de sept euros et quarante-deux centimes d'euro (EUR 7,42).

La personne comparante a déclaré souscrire au nom et pour le compte de KS, à trois cent soixante-huit (368) Parts Sociales Ordinaires B d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, et de payer intégralement ces nouvelles parts sociales par un apport en numéraire d'un montant de trois euros et soixante-huit centimes d'euro (EUR 3,68).

Les Associés ont résolu d'accepter lesdites souscriptions et les paiements et ont reconnu que les parts sociales nouvellement émises ont été entièrement payées en numéraire et que la Société a à sa disposition la somme totale de deux mille deux cent quatre euros et trente-six centimes d'euro (EUR 2.204,36), dont la preuve a été donnée au notaire soussigné qui a expressément confirmé et enregistré cette déclaration.

Quatrième résolution

Suite aux résolutions précédentes et la mise en œuvre des autres modifications comme y énoncées, Les Associés ont décidé de modifier les statuts de la Société afin de tenir compte des résolutions ci-dessus et d'autres modifications y indiquées comme suit:

Chapitre I^{er} . Forme, Dénomination sociale, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination sociale.

a. Il est formé par le(s) souscripteur(s) et toutes les personnes qui pourraient devenir détenteurs des parts sociales émises ci-après, une société sous la forme d'une société à responsabilité limitée (la "Société") régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), par l'article 1832 du Code Civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts (les "Statuts").

b. La Société existe sous la dénomination "Liquid Capital Group S.à r.l. ".

Art. 2. Siège social.

a. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg Ville. Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance, est autorisé à changer l'adresse du siège social de la Société à l'intérieur de la ville mentionnée où se trouve le siège social.

b. Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance.

c. Au cas où le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et des personnes à l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi du Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 3. Objet social.

a. La Société a pour objet la prise de participations directes ou indirectes et la détention de ces participations, sous n'importe quelle forme, dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

b. Ceci inclut, mais n'est pas limité à l'investissement, l'acquisition, la vente, l'octroi ou l'émission (sans offre publique) de certificats de capital préférentiels, prêts, obligations, reconnaissances de dettes et autres formes de dettes, parts sociales, bons de souscriptions et autres instruments de capital ou droits, incluant sans limitation, des parts de capital social, participations dans une association (limited partnership), participations dans une société à responsabilité limitée (limited liability company), parts préférentielles, valeurs mobilières et swaps, et toute combinaison de ce qui précède, qu'ils soient facilement réalisables ou non, ainsi que des engagements (incluant mais non limité à des engagements relatifs à des valeurs synthétiques) de sociétés, entités ou autres personnes juridiques de tout type.

c. La Société peut aussi utiliser ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier de toute sorte ou toute forme.

d. La Société peut accorder des gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés ainsi que toute forme d'indemnités, à des entités luxembourgeoises ou étrangères, en relation avec ses propres obligations et dettes.

e. La Société peut accorder toute forme d'assistance (incluant mais non limitée à l'octroi d'avances, prêts, dépôts d'argent et crédits ainsi que l'octroi de gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés, de toute sorte et forme) aux filiales de la Société. De manière plus occasionnelle, la Société peut accorder le même type d'assistance aux sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ou à des tiers, sous condition que cela tombe dans l'intérêt social et sans engendrer une obligation d'une autorisation spécifique.

f. D'une manière générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière et s'engager dans toute autre activité qu'elle jugera nécessaire, conseillée, appropriée, incidente à ou non contradictoire avec l'accomplissement et le développement de ce qui précède.

g. Nonobstant ce qui précède, la Société ne s'engagera dans aucune transaction qui entraînerait son engagement dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée ou qui requerrait de la Société la possession de toute autre autorisation spécifique.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. Capital social, Parts sociales

Art. 5. Capital social.

a. Le capital social de la Société est fixé à quatorze mille cinq cent vingt-neuf Euros et trente-six centimes d'Euro (EUR 14.529,36) divisé en un million deux cent trente-deux mille cinq cents (1.232.500) Parts Sociales Ordinaires A et deux cent vingt mille quatre cent trente-six (220.436) Parts Sociales Ordinaires B ayant une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune.

b. En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour payer les parts sociales que la Société pourrait racheter des Associés, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux Associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 6. Parts sociales.

a. Chaque Part Sociale sera et restera sous forme nominale.

b. Lorsque la Société est composée d'un associé unique, l'associé unique peut transmettre ses parts librement.

c. La cession de Parts Sociales doit être documentée dans un acte notarié ou sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été correctement signifiées à la Société ou acceptées par la Société conformément à l'article 1690 du Code Civil.

d. Chaque Part Sociale est indivisible à l'égard de la Société. Les propriétaires indivis de Parts Sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun nommé ou non parmi eux. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à la Part Sociale concernée et ce jusqu'à la nomination d'un mandataire commun.

e. Les dispositions du présent Article 6(e) s'appliqueront tant que Chris Siepman et/ou Gregg Siepman détiennent des Parts Sociales.

(i) Aucune cession de Parts Sociales qui aurait pour résultat, si effectuée et enregistrée, qu'une personne ou des personnes Agissant de Concert obtiennent un Intérêt de Contrôle, ne peut être effectuée ou enregistrée sauf si:

- une Offre Approuvée est faite par le(s) cessionnaire(s) proposés ("Cessionnaire") ou, à la demande écrite du Cessionnaire, par la Société en tant qu'agent du Cessionnaire; et
- le Cessionnaire respecte à tous les regards les termes de l'Offre Approuvée au moment de l'achèvement de la vente et achat des Parts Sociales en son vertu.

(ii) A chaque fois qu'une Offre Approuvée est faite, les détenteurs de 75 pour cent ou plus des Parts Sociales ("Associés Acceptants") auront le droit ("Droit Drag Along") de requérir à ce que tous les autres Associés acceptent l'Offre Approuvée dans son intégralité.

(iii) Le Droit Drag Along peut être exercé par la notification d'un avis à cet effet aux Associés en même temps que ou en dedans de cinq Jours Ouvrables suivant le moment où l'Offre Approuvée a été faite.

(iv) Lors de l'exercice du Droit Drag Along, chaque Associé sera tenu d'accepter l'Offre Approuvée par rapport à son entière participation dans les Parts Sociales et de respecter les obligations à sa charge en vertu d'une telle acceptation.

(v) Si le Droit Drag Along a été exercé et un quelconque des Associés n'accepte pas l'Offre Approuvée ou, ayant accepté une telle offre, n'achève pas la cession de ses Parts Sociales en vertu de l'Offre Approuvée, ou autrement ne procède pas à une action requise de sa part aux termes de l'Offre Approuvée, tout détenteur des Part Sociales, ou toute personne autorisée par le Conseil peut accepter l'offre au nom de l'Associé en question ou entreprendre toute action requise aux termes de l'Offre Approuvée au nom de l'Associé en question. En particulier une telle personne peut signer le(s) nécessaire(s) cession(s) au nom de l'Associé et au moment de:

- la réception par la Société (en trust pour un tel Associé) de la contrepartie payable pour les Parts Sociales pertinentes (la réception étant une décharge suffisante du Cessionnaire qui ne sera pas tenu de vérifier son emploi); et
- la satisfaction de la part du Cessionnaire et, le cas échéant, de la Société des tous les autres termes de l'Offre Approuvée.

fournir une(des) telle(s) cession(s) au Cessionnaire (ou son prête nom). Le Conseil de Gérance autorisera l'enregistrement de la(des) cession(s) et du Cessionnaire (ou son prête nom) comme détenteur des parts sociales ainsi cédées. Après l'enregistrement, le titre du Cessionnaire (ou son prête nom) de détenteur enregistré des telles Parts Sociales ne sera pas affecté par une irrégularité ou nullité de cette action qui ne sera pas remise en question par qui que ce soit. L'Associé en cause sera en ce cas tenu de le certificat de ses Parts Sociales ou une déclaration de perte (le cas échéant) à la suite de quoi il aura le droit de recevoir le prix d'acquisition pour ces Parts Sociales.

f. Dans le présent Article 6(f), une référence à la cession d'une Part Sociale inclut la cession ou l'attribution de l'intérêt économique ou autre dans cette Part Sociale ou la création d'une fiducie ou charge sur cette Part Sociale ou un accord de faire ce qui précède et la référence à une Part Sociale inclut l'intérêt économique ou autre dans une Part Sociale.

Aucune Part Sociale ne peut être cédée sauf si:-

- (i) la cession est faite conformément à l'Article 6; ou
- (ii) la cession est une cession des Parts Sociales faite à l'époux ou un dépendant direct de l'Associé ou une Fiducie Permise; ou
- (iii) la cession est faite avec l'approbation écrite préalable de la Société.

Art. 7. Augmentation et réduction du capital social. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des Associés adoptée aux conditions de quorum et de majorités exigées pour toute modification des statuts par ces Statuts ou, le cas échéant, par la Loi.

Chapitre III. Evaluation, nouvelles émissions et distributions

Art. 8. Généralités. Si un Evènement se produit, le Conseil de Gérance devra effectuer chacune des actions suivantes strictement dans l'ordre:

- Action 1 effectuer une évaluation conformément aux dispositions de l'Article 9;
- Action 2 déterminer l'Evaluation Pre-Evènement ("PEV") des Parts Sociales Ordinaires A et des Parts Sociales Ordinaires B conformément aux dispositions de l'Article 10;
- Action 3 exécuter l'Evènement;
- Action 4 déterminer le total de l'Evaluation Post- Evènement ("PostEV") des Parts Sociales Ordinaires A et des Parts Sociales Ordinaires B conformément aux dispositions de l'Article 12; et
- Action 5 déterminer le total du Pourcentage Portant ("CP") pour chacune des Parts Sociales Ordinaires A et des Parts Sociales Ordinaires B conformément aux dispositions de l'Article 13.

Art. 9. Action 1. Evaluation. Le Conseil de Gérance devra calculer la Valeur Comptable Economique de la Société (l'"Evaluation Pertinente"). L'évaluation devra, sauf si le Conseil de gérance décide autrement, être calculée en Euros.

Art. 10. Action 2. Evaluation pre-événement ("PEV").

A la suite de l'achèvement de l'Evaluation Pertinente, le Conseil de Gérance devra déterminer la PEV de Part Sociale A et la PEV de Part Sociale B conformément aux dispositions suivantes:-

a. PEV de Part Sociale A

PEV de Part Sociale A sera calculée comme suit:-

PEV de Part Sociale A = PC de Part Sociale A x Evaluation Pertinente

où le PC de Part Sociale A devra être:

- dans le cas d'un premier Evénement effectué après l'adoption des présents Statuts, le pourcentage indiqué comme le CP pour les Parts Sociales Ordinaires A au paragraphe a (ii) de l'Article 13; et

- concernant tout et chacun Evénement après, le CP de Part Sociale A suivant l'Evénement précédent calculé conformément à l'Article 13.

b. PEV de Part Sociale B PEV de Part Sociale B sera calculée comme suit:-

PEV de Part Sociale B = CP de Part Sociale B x Evaluation Pertinente

où le PC de Part Sociale B devra être:-

- dans le cas d'un premier Evénement effectué après l'adoption des présents Statuts, le pourcentage indiqué comme le CP pour les Parts Sociales Ordinaires B au paragraphe a (ii) de l'Article 13;

- en cas d'action 4 du premier Evénement après l'adoption des présents Statuts, 15,172% ou un autre pourcentage qui peut être déterminé par le Conseil de Gérance; ou

- concernant tout et chacun Evénement après, le CP de Part Sociale B suivant l'Evénement précédent calculé conformément à l'Article 13.

Art. 11. Action 3 - Evénement. Une fois les PEV de la Part Sociale A et PEV de la Part Sociale B déterminées, le Conseil de Gérance devra mettre en place l'Evénement pertinent.

a. Conversion des CRs

Si l'Evénement est la conversion de la totalité ou une partie des CRs en Parts Sociales Ordinaires A (conformément aux termes et conditions d'une telle CR), le Conseil de Gérance devra proposer aux Associés en même temps et au pro rata entre les Associés B, la sous-division des Parts Sociales B Ordinaires ou l'émission un tel nombre des Parts Sociales Ordinaires B afin d'assurer que le nombre total des Parts Sociales Ordinaires B émises sera égal à:-

$$A / B (1-B/C) \times B / C$$

où:-

A = Nombre total des Parts Sociales Ordinaires A en émission après la conversion des CRs en Parts Sociales Ordinaires A;

B = Nombre total des Parts Sociales Ordinaires B en émission immédiatement avant la conversion des CRs en Parts Sociales Ordinaires A; et

C = Nombre total des Parts Sociales Ordinaires A et Parts Sociales Ordinaires B en émission immédiatement avant la conversion des CRs en Parts Sociales Ordinaires A.

b. Emission des Parts Sociales Ordinaires B

Si l'Evénement est l'émission des Parts Sociales Ordinaires B, le Conseil de Gérance devra proposer aux Associés l'émission du nombre des parts sociales égal

$$\text{Total des Parts Sociales} / (1-\text{Pourcentage d Emission}) \times \text{Pourcentage d'Emission}$$

où:-

- Total des Parts Sociales = le total de toutes les Parts Sociales Ordinaires A et Parts Sociales Ordinaires B alors en émission; et

- Pourcentage d'émission = le pourcentage de la valeur de la Société (après l'émission des nouvelles Parts Sociales Ordinaires B (mais sans prendre en compte en cas d'un octroi la valeur nominale des nouvelles Parts Sociales Ordinaires B étant émises) et supposant pour les besoins de cette action 3 que le Seuil ait été atteint en relation avec toutes les Parts Sociales Ordinaires B émises avant l'Evènement) lequel sera émis comme déterminé par le Conseil de Gérance (le "Pourcentage d'Emission").

c. Conversion des CRs

Si l'Evènement est la conversion des CRs en Parts Sociales Ordinaires A, le Conseil de Gérance devra déterminer quel pourcentage des CRs existantes devra être converti en Parts Sociales Ordinaires A.

Art. 12. Action 4. Détermination de l'évaluation post-événement. Une fois un Evènement achevé, le Conseil de Gérance devra calculer la PostEV relative aux Parts Sociales Ordinaires A et Parts Sociales Ordinaires B. Afin d'éviter tout doute, si l'évènement consistait en l'émission des Parts Sociales Ordinaires B, le Conseil de Gérance devra calculer séparément la PostEV pour toutes les Parts Sociales Ordinaires B émises immédiatement avant l'Evènement (les "Parts Sociales B Existantes") et la PostEV pour les Parts Sociales Ordinaires B en émission en résultat de l'Evènement (les "Nouvelles Parts Sociales B").

a. Conversion des CRs

Pour les besoins de cet Article 12, si l'Évènement était une conversion des CRs en Parts Sociales Ordinaires A conformément aux termes et conditions des tels CRs, la PostEV Ordinaires A et la PostEV Ordinaires B devra être déterminée comme suit:-

PostEV Parts Sociales A = PEV Part Sociale A + (CR PEV x Pourcentage des CAs Converties)

PostEV Part Sociale B = PEV Part Sociale B

b. Rachat des CRs

Pour les besoins de cet Article 12, si l'Évènement était un rachat des CRs, la

PostEV Part Sociale A = PEV Part Sociale A

PostEV Parts Sociales Ordinaires A et la PostEv Parts Sociales Ordinaires B devra être déterminée comme suit:-

PostEV Part Sociale B = PEV Part Sociale B x (1 - Valeur des CRs Rachetées / PEV Part Sociale A+CR PEV)

c. Emission des Parts Sociales Ordinaires B

Si l'Évènement était l'émission des Parts Sociales Ordinaires B en vertu de

PostEV Parts Sociales B Existantes = (1- Pourcentage d'Emission) x CP Part Sociale B x Evaluation Pertinente Ajustée

PostEV Parts Sociales A = (1- Pourcentage d'Emission) x CP Part Sociale A x Evaluation Pertinente Ajustée

l'Article 11, la PostEV Parts Sociales A, la PostEV Parts Sociales B Existantes, la PostEV Nouvelles Parts Sociales B et la PostEV Parts Sociales B sera déterminée comme suit:-

PostEV Part Sociale B = PostEV Parts Sociales B Existantes et PostEV Nouvelles Parts Sociales B

PostEV Nouvelles Parts Sociales B = Pourcentage d'Emission x Evaluation Pertinente Ajustée

où Evaluation Pertinente Ajustée signifie:-

- dans le cas d'octroi des Parts Sociales Ordinaires B, l'Evaluation Pertinente plus la valeur nominale des Parts Sociales Ordinaires B étant octroyés; et

- dans le cas d'émission des Parts Sociales Ordinaires B pour une contrepartie, l'Evaluation Pertinente plus la contrepartie payée pour l'émission des telles Parts Sociales Ordinaires B.

Art. 13. Action 5. Le pourcentage portant. Le CP des Parts Sociales Ordinaires A et Parts Sociales Ordinaires B sera le pourcentage de la valeur entière de la Société attribuable à chaque classe des parts sociales dans son entièreté comme déterminé par le Conseil de Gérance conformément à cet Article 13.

a. A la date d'adoption des présents Statuts:-

i. CP pour les Parts Sociales Ordinaires A ("CP Part Sociale A") = 1,009%; et

ii. CP pour les Parts Sociales Ordinaires B ("CP Part Sociale B") = 0,00%

b. A l'exécution de chaque Évènement sous l' Article 11 et après avoir calculé l'Evaluation Post Évènement relative aux Parts Sociales Ordinaires A et Parts Sociales Ordinaires B, le Conseil de Gérance devra déterminer le CP à utiliser lors du prochain Évènement comme suit:-

CP Part Sociale A = PostEV Part Sociale A / Evaluation Pertinente Ajustée

CP Part Sociale B = PostEV Part Sociale B / Evaluation Pertinente Ajustée

où l'Evaluation Pertinente Ajustée sera:-

- si l'Évènement est une émission des Parts Sociales B Ordinaires, comme indiqué sous l'Article 12 Action 4 clause c;

- si l'Évènement est un rachat des CRs, l'Evaluation Pertinente moins le montant payé aux détenteurs des CRs et Associés B; et

- si l'Évènement est une conversion des CRs, l'Evaluation Pertinente.

Art. 14. Seuil.

a. En plus de toute évaluation effectuée sous Article 9, le Conseil de Gérance devra immédiatement après la date à laquelle les reviseurs signent les comptes de la Société pour chaque période financière se terminant après la date d'adoption des présents Statuts, donner instruction à une société indépendante de Comptables Agréés (Chartered Accountants) d'évaluer l'entier capital social émis de la Société et toutes autres CRs conformément aux sections 272 et 273 de Taxation of Chargeable Gains Act 1992 ("Evaluation Annuelle")

b. Si l'Evaluation Annuelle excède la Valeur Cible pertinente, alors le Seuil ("Seuil"), relatif aux Parts Sociales Ordinaires B objet de la Valeur Cible, est censé être atteint.

Art. 15. Cession des parts sociales.

a. Lors d'une Cession des Parts Sociales, le Produit Net sera appliqué:-

Produit des Parts Sociales A = (Nombre de Parts Sociales A Cédées / Nombre de Parts Sociales A Emises) x CP Part Sociale A Ajusté x Produit Net

- dans un premier temps pour payer à chaque Associé Cédant un montant

P = CP Part Sociale B des Parts Sociales B par rapport auxquelles le Seuil été atteint lors de ou immédiatement avant la Cession des Parts sociales compris pour éviter tout doute les Parts Sociales Ordinaires B pertinentes émises de temps à autre conformément à l'Article 11 paragraphe (a));

Q = CP Part Sociale B des Parts Sociales B par rapport auxquelles le Sei n'a pas été atteint lors de ou immédiatement avant la Cession des Par sociales (y compris pour éviter tout doute les Parts Sociales Ordinaires pertinentes émises de temps à autre conformément à l'Article 11 paragraphe (a));

CP Part Sociale B Ajusté = $(P / (1 - Q))$

Produit des Parts Sociales B = (Nombre de Parts Sociales B Cédées / Nombre de Parts Sociales B Emises) x CP Part Sociale B Ajusté x Produit Net

par Parts Sociales de Cession égal à la valeur nominale de chaque Part Sociale de Cession; et

- dans un second temps pour payer le solde du Produit Net conformément aux dispositions suivantes:-

* Le Produit des Parts Sociales A sera payé aux Associés A Pertinents pro rata au nombre des Parts Sociales Ordinaires A qu'ils cèdent; et

* Le Produit des Parts Sociales B sera payé aux Associés B Pertinents pro rata au nombre des Parts Sociales Ordinaires B qu'ils cèdent; où

où:-

A la Cession des Parts Sociales:

- chaque Associé B sera obligé de transférer toutes ses Parts Sociales Ordinaires B et l'achat par l'acquéreur des tells Parts Sociales B Ordinaires sera une condition d'une telle Cession de Parts Sociales; et

- les Gérants ne doivent pas procéder à l'inscription d'un transfert des Parts Sociales si le Produit Net n'est pas distribué conformément à cet Article 15.

Art. 16. Cotation. Dans le cas d'une Cotation, les Associés B auront droit de recevoir au moment de la Cotation et en vertu de leur participation dans les Parts Sociales Ordinaires B, un tel nombre de Parts Sociales de la Société (ou parts sociales dans une Nouvelle Société Holding) qui auraient une valeur équivalente au montant qu'ils auraient reçu lors d'une Cession de Parts Sociales.

Art. 17. Cessation d'activités. Lors d'une distribution d'actif à l'occasion d'une Cessation d'Activités, le surplus de l'actif restant après le paiement du passif (à l'exclusion des CRs) et toute prime due de la part de la Société ("Surplus d'Actif") sera appliqué (dans la mesure où la Société y est autorisée par la loi) comme suit:

- le Montant de Liquidation A sera divisé parmi les Associés A pro rata à leur nombre des Parts Sociales Ordinaires A qu'ils détiennent; et

- le Montant de Liquidation B sera divisé parmi les Associés B Pertinents pro rata à leur nombre des Parts Sociales Ordinaires B Pertinentes qu'ils détiennent; où

Montant de Liquidation A = CP Part Sociale A Ajusté x Surplus d'Actifs

Montant de Liquidation B = CP Part Sociale B Ajusté x Surplus d'Actif

CP Part Sociale A Ajusté = CP Part Sociale A / $(1 - Z)$

CP Part Sociale B Ajusté = $Y / (1 - Z)$

où:-

Y = CP Part Sociale B des Parts Sociales Ordinaires B par rapport auxquelles le Seuil a été atteint lors de ou immédiatement avant la Cessation d'Activités (y compris pour éviter tout doute les Parts Sociales Ordinaires B pertinentes émises de temps à autre conformément à l'Article 11 paragraphe (a));

Z = CP Part Sociale B des Parts Sociales Ordinaires B par rapport auxquelles le Seuil n'a pas été atteint lors de ou immédiatement avant la Cessation d'Activités (y compris pour éviter tout doute les Parts Sociales Ordinaires B pertinentes émises de temps à autre conformément à l'Article 11 paragraphe (a)).

Art. 18. Dispositions relatives à la sortie - Généralités.

a. Si une Sortie est approuvée par le Conseil de Gérance et les détenteurs de la Majorité A conformément aux dispositions des présents Statuts (la "Sortie Proposée"), tous les Associés devront consentir à, voter pour, ne pas émettre des protestations contre et renoncer à tous les droits applicables à la Sortie Proposée (les "Démarches"). Les Associés seront tenus d'effectuer toute Démarche par rapport à la Sortie Proposée, comme requis par le Conseil de Gérance et les détenteurs de la Majorité A afin de faciliter la Sortie Proposée. Si un Associé ne respecte pas les dispositions du présent Article, toute personne autorisée par le Conseil de Gérance à cet effet sera constituée comme mandataire d'un tel Associé défaillant afin des prendre des actions nécessaires pour mettre en œuvre la Sortie Proposée et le Conseil de Gérance peut autoriser un dirigeant ou membre de signer et délivrer de la part d'un tel Associé défaillant les documents nécessaires et la Société peut recevoir tout argent de cession revenant à un tel Associé défaillant afin de le garder en fiducie pour un tel Associé défaillant.

b. Si une telle Cession des Parts Sociales a lieu quand la totalité ou une partie du Produit Net reviennent aux Associés sous une forme autre qu'en numéraire, les Associés devront entrer dans des tels accords par rapport au tel Produit Net qu'ils décident ou, à défaut des tels accords, comme le Conseil de Gérance peut déterminer dans sa discrétion absolue.

c. Sans entraver le pouvoir de discrétion général du Conseil de Gérance en vertu des présents Statuts, il est noté qu'en utilisant sa discrétion, le Conseil de Gérance devra tenter d'attribuer le Produit Net parmi les Associés afin de s'assurer que, dans la mesure praticable, l'effet commercial de toute distribution du Produit Net est dans les mêmes proportions que les dispositions des Articles 15, 16 ou 17 sauf que les Associés peuvent être obligés de recevoir le Produit Net dans les proportions différentes de la contrepartie en numéraire et non-numéraire.

d. Si le Groupe fait l'objet d'un refinancement en vertu duquel la totalité ou presque la totalité de l'activité et de l'actif du Groupe sont transférés à une entité, dont le capital social est détenu économiquement par les Associés A (l'"Entité Connexe"), les Associés A devront faire en sorte que l'Entité Connexe émette et octroie un tel nombre des parts sociales dans le capital de l'Entité Connexe à chaque Associé B qui aura la valeur et droits équivalents aux Parts Sociales Ordinaires B qu'ils détiennent au moment du refinancement.

e. Pour les besoins de cet Article, si un accord entre les Associés doit être atteint, l'accord de la Majorité A sera censé constituer un tel accord entre les Associés.

Chapitre IV. Gérance, Commissaires aux comptes

Art. 19. Gérance.

a. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non associés (le(s) "Gérant(s)"). Si plusieurs Gérants ont été nommés, les Gérants vont constituer un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

b. Le(s) Gérant(s) est/sont nommé(s) par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des Associés, qui fixe leur nombre, leur rémunération et le caractère limité ou illimité de leur mandat. Le(s) Gérant(s) restera/resteront en fonction jusqu'à la nomination de leur successeur. Il(s) peut/peuvent être renommé(s) à la fin de leur mandat et peut/peuvent être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des Associés.

c. L'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des Associés peut décider de qualifier les Gérants nommés en Gérant de Catégorie A et en Gérants de Catégorie B, étant entendu que le nombre de Gérants de Catégorie A ne peut pas être égal ou excéder le nombre de Gérants de Catégorie B.

d. Les Gérants de Catégorie B ne seront pas domiciliés ou résidents au Royaume Uni. Si un Gérant de Catégorie B devient domicilié ou résident au Royaume Uni, les Associés doivent faire en sorte qu'une assemblée générale des Associés soit tenue immédiatement afin de désigner un tel gérant comme un Gérant de Catégorie A.

e. Le(s) Gérant(s) ne révélera/révéleront pas, même après le terme de leur mandat, les informations concernant la Société à leur disposition, dont la révélation pourrait porter préjudice aux intérêts de la Société, excepté lorsqu'une telle révélation est obligatoire par la loi.

Art. 20. Réunions du conseil de gérance.

a. Pour le besoin de cet article 20, un jour ouvrable ("Jour Ouvrable") signifie un jour (autre qu'un samedi, dimanche ou jour férié) où les banques de compensation à Luxembourg et Ville de Londres sont ouvertes pour les transactions d'activité bancaire normale.

b. Si la Société est composée d'un seul Gérant, ce dernier exerce le pouvoir octroyé par la Loi au Conseil de Gérance.

c. Le Conseil de Gérance choisira parmi ses membres un président (le "Président"). Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance et des associés.

d. Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président ou à la demande d'un Gérant. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, sauf qu'en son absence, le Conseil de Gérance désignera à la majorité des personnes présentes ou représentées à une telle réunion un autre président pro tempore.

e. Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de toutes les personnes autorisées à participer, un avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance sera donné avec un préavis d'au moins sept Jours Ouvrables. La convocation indiquera le lieu, la date et l'heure de la réunion et l'ordre du jour précisant suffisamment en détail les sujets qui seront évoqués à la réunion et les copies des documents qui seront discutés à la réunion.

f. Un avis écrit d'une réunion du Conseil de Gérance pourra être donné avec un préavis plus court avec l'accord de la majorité des Gérants.

g. Il pourra être passé outre cette convocation avec l'accord écrit de chaque Gérant donné à la réunion ou autrement. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminé dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil de Gérance.

h. Une réunion du Conseil de Gérance se tiendra à Luxembourg au moins une fois par trimestre au siège social de la Société.

i. Toute réunion du Conseil de Gérance se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation.

j. Tout Gérant pourra se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par écrit un autre Gérant comme son mandataire, sauf qu'un Gérant de Catégorie B ne pourra pas désigner un Gérant de Catégorie A comme son mandataire.

k. Un quorum de du Conseil de Gérance sera la présence ou représentation de la majorité des Gérants en poste et à cette fin le suppléant, en l'absence de la personne représentée, sera compté dans le quorum, sous réserve que, en toute circonstance, le quorum d'une réunion n'est pas atteint si la majorité des gérants présents ou représentés est constituée des Gérants de Classe A.

l. Aucune activité n'aura lieu lors d'une réunion du Conseil de Gérance à moins qu'un quorum soit présent lors du début de la réunion et au moment où il y a lieu de voter sur un point quelconque.

m. Si un quorum n'est pas présent dans les trente minutes après l'heure désignée pour la réunion du Conseil de Gérance dans la convocation à la réunion, la réunion sera reportée au lieu et heure convenue par la majorité des Gérants par écrit.

n. Les décisions sont prises à la majorité des votes des Gérants présents ou représentés à la réunion. En cas de parité des votes, le Président a une voix prépondérante.

o. Un ou plusieurs Gérants peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique, vidéoconférence ou tout moyen de télécommunication similaire permettant à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. De telles participations doivent être considérées comme équivalentes à une présence physique à la réunion, étant entendu que lorsque les Gérants participent à une réunion par téléphone ou autre moyen de communication à distance la réunion sera considérée comme ayant lieu là où se trouve la majorité des Gérants participants se trouvent ou s'il n'y a pas d'un tel endroit, l'endroit duquel le président de la réunion initie l'appel téléphonique pertinent.

p. Il ne sera jamais permis à ce qu'une réunion du Conseil de Gérance se tienne au Royaume Uni, et aucun Gérant ne peut participer à une réunion du Conseil de Gérance par téléphone ou autre moyen de communication à distance si à ce moment ledit Gérant se trouve au Royaume Uni. Une telle prétendue réunion sera nulle est dépourvue de quorum.

q. Les Gérants ne pourront pas exercer une quelconque fonction des gérants relative à la gérance et contrôle de la Société au Royaume Uni.

r. Une décision écrite par voie circulaire signée par tous les Gérants est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs Gérants, à condition que des telles décisions écrites soient signées à l'extérieur de Royaume Uni.

Art. 21. Procès-verbaux du conseil de gérance.

a. Les procès-verbaux de la réunion du Conseil de Gérance ou, le cas échéant, les décisions écrites du Gérant Unique, doivent être établies par écrit et signées par tous les Gérants présents ou représentés ou le cas échéant, par le Gérant unique de la Société. Toutes les procurations seront annexées.

b. Les copies ou les extraits de celles-ci doivent être certifiées par le gérant unique ou le cas échéant, par le Président du Conseil de Gérance ou, le cas échéant, par deux Gérants.

Art. 22. Pouvoirs des gérants. Le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour accomplir et autoriser tous les actes d'administration ou de disposition, nécessaires ou utiles pour la réalisation de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou par les présents Statuts à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des Associés sont de la compétence du Gérant unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance.

Art. 23. Délégation de pouvoirs.

a. Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut conférer certains pouvoirs et/ou mandats spéciaux à un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance ou à une ou plusieurs autres personnes qui peuvent ne pas être Gérants ou Associés de la Société, agissant seul ou ensemble, selon les conditions et les pouvoirs applicables au Conseil de Gérance ou, le cas échéant, déterminés par le Conseil de Gérance.

b. Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut aussi nommer un ou plusieurs comités et déterminer leur composition et leur objet.

c. Tout pouvoir du Conseil de Gérance délégué à une personne ou un comité peut seulement être délégué si ce pouvoir sera exercé uniquement en dehors du Royaume Uni et tout prétend exercice d'un tel pouvoir au Royaume Uni sera nul.

Art. 24. Représentation de la Société.

a. En cas de nomination d'un Gérant unique, la Société sera engagée à l'égard des tiers par la signature individuelle de ce gérant, ainsi que par les signatures conjointes ou la signature unique de toute personne à qui le Gérant a délégué un tel pouvoir de signature, dans les limites d'un tel pouvoir.

b. Dans le cas où la Société est gérée par un conseil de gérance et sous réserve de ce qui suit, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par les signatures conjointes de deux gérants ainsi que par la signature unique de toute personne à qui le Conseil de Gérance a délégué un tel pouvoir de signature, dans les limites d'un tel pouvoir.

c. Nonobstant ce qui précède, dans le cas où l'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés ont nommé un ou plusieurs Gérants de catégorie A et un ou plusieurs Gérants de Catégorie B, la Société sera liée vis-à-vis des tiers uniquement par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de catégorie B, ainsi que par les signatures conjointes ou la signature unique de toute(s) personne(s) à qui le Conseil de Gérance a délégué un tel pouvoir de signature, dans les limites d'un tel pouvoir.

Art. 25. Conflit d'intérêts.

a. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs représentants valablement autorisés de la Société, comprenant mais non limité à tout Gérant, y auront un intérêt personnel, ou en seront des représentants valablement autorisés. Sauf dispositions contraires ci-dessous, tout représentant valablement autorisé de la Société, en ce compris tout Gérant qui remplira en même temps des fonctions de représentant valablement autorisé pour le compte d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour ce seul motif, automatiquement empêché de donner son avis et d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

b. Nonobstant ce qui précède, au cas où un Gérant aurait un intérêt personnel dans une opération à laquelle la Société est partie, autre que les transactions conclues dans la cadre de la gestion journalière de la Société, conclue dans des conditions d'affaires ordinaires de la Société et dans des conditions contractuelles normales, il/elle en avisera le Conseil de Gérance et ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du Gérant dans celle-ci seront portés à la connaissance de l'associé unique ou, le cas échéant, à la prochaine assemblée générale des Associés. Lorsque la Société est composée d'un Gérant unique, toute transaction à laquelle la Société devient partie, autres que les transactions tombant dans le cadre de la gestion journalière de la Société, conclue dans des conditions d'affaires ordinaires de la Société et dans des conditions contractuelles normales, et dans laquelle le Gérant unique a un intérêt personnel qui est en conflit avec l'intérêt de la Société, la transaction concernée doit être approuvée par l'associé unique.

Art. 26. Indemnisation. La Société doit indemniser tout Gérant et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires, des dépenses raisonnables faites par lui en relation avec toute action, procès ou procédure à laquelle il a pu être partie en raison de sa fonction passée ou actuelle de Gérant, ou, à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est associé ou créancière et par laquelle il n'est pas autorisé à être indemnisé, excepté en relation avec les affaires pour lesquelles il est finalement déclaré dans de telles actions, procès et procédures responsable de grosse négligence ou faute grave. En cas de règlement amiable d'un conflit, des indemnités doivent être accordées uniquement dans les matières en relation avec le règlement amiable du conflit pour lesquelles, selon le conseiller juridique de la Société, la personne indemnisée n'a pas commis une telle violation de ses obligations. Le droit à indemnité ci-avant n'exclut pas d'autres droits que la personne concernée peut revendiquer.

Art. 27. Révision des comptes.

a. Sauf si les comptes annuels de la Société sont révisés par un réviseur d'entreprises indépendant conformément aux obligations de la Loi, les opérations de la Société peuvent être surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, associés ou non, et devront obligatoirement l'être si la Société compte plus de vingt-cinq (25) Associés.

b. Les commissaires aux comptes ou, le cas échéant, le réviseur d'entreprises indépendant, s'il y en a, seront nommés par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des Associés, selon le cas, qui déterminera leur rémunération et la durée de leur mandat. Les auditeurs resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles à la fin de leur mandat et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des Associés.

Chapitre V. Assemblée générale des associés**Art. 28. Assemblée générale annuelle des associés.**

a. L'assemblée générale annuelle qui doit être tenue uniquement si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, sera tenue au siège social de la société ou à un autre endroit tel qu'indiqué dans la convocation de l'assemblée le dernier mercredi du mois de mai de chaque année à 10.00 heures du matin.

b. Si ce jour est un jour férié au Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 29. Autres assemblées générales des associés.

a. Les assemblées générales des Associés se réunissent en conformité avec la Loi sur convocation des Gérants ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, subsidiairement du/des commissaire(s) aux comptes, ou plus subsidiairement, des Associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

b. Si la Société est composée de moins de vingt-cinq (25) associés, les assemblées générales des associés ne sont pas obligatoires et les associés peuvent voter par écrit sur les résolutions proposées.

c. Les assemblées générales des Associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger seulement si, à l'avis discrétionnaire du Gérant ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, des circonstances de force majeure l'exigent.

Art. 30. Pouvoirs de l'assemblée générale.

a. Toute assemblée générale des Associés régulièrement constituée représente l'ensemble des Associés.

b. L'assemblée générale des Associés a les pouvoirs lui attribués par la Loi et les présents Statuts.

Art. 31. Procédure, vote.

- a. L'assemblée générale des associés se réunit en conformité avec la Loi et les présents Statuts sur convocation du Gérant ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, subsidiairement, du commissaire aux comptes, ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.
- b. La convocation sera envoyée aux associés au moins huit (8) jours avant la tenue de la réunion et contiendra la date, l'heure, l'endroit et l'ordre du jour de la réunion.
- c. Au cas où tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation préalable.
- d. Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit ou par télécopieur un mandataire, lequel peut ne pas être associé.
- e. Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut déterminer toutes les autres conditions devant être remplies pour la participation à l'assemblée générale des associés.
- f. Toute assemblée générale des associés doit être présidée par le Président du Conseil de Gérance ou, en son absence, par toute autre personne nommée par l'assemblée générale des associés.
- g. Le président de l'assemblée générale des Associés doit nommer un secrétaire.
- h. L'assemblée générale des Associés doit nommer un ou plusieurs scrutateur(s).
- i. Le président de l'assemblée générale des associés ensemble avec le secrétaire et le(s) scrutateur(s) nommés forment le bureau de l'assemblée générale.
- j. Une liste de présence indiquant le nom des Associés, le nombre de parts sociales détenues par eux et, si possible, le nom de leur représentant, est dressée et signée par le bureau de l'assemblée générale des associés ou, le cas échéant, leurs représentants.
- k. Un vote est attaché à chaque Part Sociale, sauf prévu autrement par la Loi.
- l. Sauf dispositions contraires de la Loi ou par des présents Statuts, toute modification des présents Statuts doit être approuvée par des Associés (i) représentant une majorité des Associés en nombre et (ii) représentant les trois-quarts du capital social.
- m. Sauf dispositions contraires de la Loi ou des présents Statuts, toutes les autres décisions seront adoptées par les Associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société. Dans le cas où un tel quorum n'est pas atteint à la première assemblée, les membres doivent être convoqués ou consultés seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions doivent être adoptées par une majorité de votes, quel que soit le capital représenté.
- n. Quand le capital social de la Société est divisé en différentes classes des Parts Sociales, les droits spéciaux attachés à une telle classe peuvent être modifiés ou supprimés (quand la Société est en activité ou lors ou lors de la contemplation de liquidation) avec l'accord écrit des détenteurs (i) détenant plus de 75 pour cent de valeur nominale des parts sociales émises dans cette classe; et (ii) étant la majorité des détenteurs de cette classe.

Art. 32. Procès-verbaux des résolutions des associés.

- a. Les procès-verbaux des décisions écrites de l'associé unique ou, le cas échéant, des assemblées générales des Associés doivent être établies par écrit et signée par le seul associé ou, le cas échéant, par le bureau de l'assemblée.
- b. Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des Associés doivent être certifiées par le Gérant unique ou, le cas échéant, par le Président du Conseil de Gérance ou par deux Gérants.

Chapitre VI. Année sociale, répartition des bénéfices

Art. 34. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le premier jour du mois de janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Art. 35. Approbation des comptes annuels.

- a. A la fin de chaque année sociale, les comptes sont arrêtés et le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance dresse les comptes annuels de la Société conformément à la loi et les soumet, le cas échéant, au commissaire aux comptes ou, le cas échéant, au réviseur d'entreprises indépendant, pour révision et à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des Associés pour approbation.
- b. Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des comptes annuels au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi.

Art. 36. Affectation des bénéfices.

- a. Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.
- b. L'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des Associés décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde pour absorber des pertes, s'il y en a, de le verser à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux associés comme dividendes.

Art. 37. Dividendes intérimaires. Le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, sous condition que des comptes intérimaires aient été établis et fassent apparaître assez de fonds disponibles pour une telle distribution en tenant compte de tous les autres engagements de la Société en cours.

Chapitre VII. Dissolution, liquidation de la Société

Art. 38. Dissolution, Liquidation.

a. La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des Statuts, sauf dispositions contraires de la Loi.

b. En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales), nommées par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés qui termineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

c. Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, toutes les taxes et frais de liquidation compris, l'actif net restant sera reparti équitablement entre les associés conformément aux dispositions de l'article 17.

Chapitre VIII. Loi applicable

Art. 39. Loi applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément à la Loi.

Chapitre IX. Définitions

"Agissant de Concert" a la signification attribuée dans "The City Code on Takeovers and Mergers" publié par le "Panel on Takeovers and Mergers" (tel que modifié de temps à autre);

"Associé A Pertinent" signifie tout Associé A qui cède les Parts Sociales A dans une Cession de Parts Sociales;

"Associé B Pertinent" signifie tout Associé B qui détient les Parts Sociales B Qualifiantes;

"Associé Cédant" signifie tout Associé qui vend des Parts Sociales de Cession ou, dans le cadre d'une Cessation d'Activités, tous les Associés;

"Associés" signifie le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de temps à autre;

"Associés A" signifie les détenteurs des Parts Sociales A de temps à autre;

"Associés B" signifie les détenteurs des Parts Sociales Ordinaires B de temps à autre;

"Cessation d'Activités" signifie la prise de résolution pour la cessation d'activités de la Société ou tout autre remboursement du capital (à la liquidation, réduction du capital ou autrement).

"Cession de Part Sociales" signifie la vente à toute personne sauf à un Partenaire du cédant de (ou l'attribution d'un droit d'acquérir ou d'aliéner) toute Part Sociale dans le capital de la Société (dans une transaction ou une série de transactions) qui a pour résultat que l'acquéreur de ces parts sociales (ou la personne à laquelle ce droit a été attribué) et tous ses Partenaires et toute personne Agissant de Concert avec lui acquière un Intérêt de Contrôle;

"Cessionnaire" comme défini à l'Article 6(e);

"Conseil de Gérance" signifie le conseil de gérance actuel de la Société et tout son comité dûment constitué et autorisé;

"Cotation" signifie l'admission effective d'une part quelconque du capital social de la Société à la Liste Officielle (Official List) de l'autorité de Cotation de Royaume-Uni (UK Listing Authority) et négociation à la Bourse de Londres (The London Stock Exchange) ou l'octroi d'une permission effective par The London Stock Exchange Plc pour les mêmes transactions d'y avoir lieu sur AIM ou le début des mêmes transactions sur tout autre bourse reconnue (comme définie dans la Partie XVIII de Financial Services and Markets Act 2000) (en fonction de ce qui a lieu plus tôt) ou une admission équivalente à la négociation ou la permission d'effectuer des transactions sur une Bourse d'Investissement Reconnue (comme défini dans la section 285 de Financial Markets and Services Act 2000);

"CP" comme défini à l'Article 8;

"Date d'Adoption" signifie la date de la prise de résolution adoptant les présents Statuts;

"Dette Convertible" ou "CR" signifie toute dette qui est convertible en Parts Sociales émises par la Société de temps à autre;

"Dividende des Parts Sociales B" le montant payable aux Associés B conformément aux dispositions de l' Article 36;

"Événement" signifie un rachat des CRs, une conversion des CRs ou l'émission des Nouvelles Parts Sociales Ordinaires B que ce soit pour une valeur ou comme résultat d'une allocation;

"Fiducie Permise" signifie en ce qui concerne un Associé, des fiducies (que ce soit en vertu d'un acte de fiducie, d'une déclaration de fiducie ou autre instrument fait peu importe par qui et ou, ou en vertu d'un testament ou succession ab intestat) en vertu desquelles aucun intérêt économique immédiat dans une quelconque des parts sociales en question n'est pour l'instant conféré à une personne autre que l'Associé et/ou Relations Privilégiées de ce particulier ou une fiducie créée conformément à un plan de retraite personnel au profit exclusif de l'Associé; et que dans ce but une devra être considérée comme ayant un droit bénéficiaire dans une part sociale si une telle part sociale ou le revenu y provenant est due à être transférée ou payée ou appliquée ou désignée à ou au profit d'une telle personne ou tout droit de vote ou

autre y attaché sont exerçables par ou comme ordonne par une telle personne conformément aux termes des fiducies pertinentes ou en conséquence d'exercice d'un pouvoir ou de discrétion conféré ainsi à une personne ou à des personnes;

"Gérants" signifie les membres du Conseil de Gérance de temps à autre;

"Groupe" signifie actuellement la Société et ses filiales et entreprises filiales;

"Intérêt de Contrôle" signifie un intérêt dans les Parts Sociales Ordinaires lequel confère au total pas moins de 50,1 pourcent du total des droits de vote normalement exerçables aux Assemblées Générales (y compris tous droits de vote qui peuvent être conférés à la suite de la vente d'un Intérêt de Contrôle);

"Jour Ouvrable" signifie un jour (autre qu'un samedi, dimanche ou un jour férié) où les banques de compensation à Luxembourg et Ville de Londres sont ouvertes pour les transactions d'activité bancaire normale;

"Majorité A" signifie une majorité simple des droits de vote attachés à toutes les Parts Sociales Ordinaires A en émission au moment donné;

"Nouvelle Société Holding" signifie une société holding de la Société dans laquelle le capital social de la Société est répliqué dans tous les aspects substantiels;

"Offre Approuvée" signifie une offre par écrit notifiée à tous les Associés proposant l'achat de toutes les Parts Sociales détenues par lesdits Associés (y compris toutes les Parts Sociales qui peuvent être allouées en vertu d'exercice ou conversion de bons de souscription, droits de souscription aux ou titres convertibles en Parts Sociales existant à la date d'une telle offre) laquelle:

i. est au moins à la Valeur de Marché;

ii. prévoit qu'elle est susceptible d'acceptation pendant au moins 21 Jours Ouvrables;

iii. propose la même ou équivalente contrepartie pour chaque classe des Parts Sociales (que ce soit en liquide, titres ou autrement dans n'importe quelle combinaison) pourvu qu'une réduction ou retenue de la contrepartie afin de prendre en compte l'impôt payable ou qui peut être payable par un Associé ou la société qui l'emploie en relation avec la conversion des titres, l'exercice d'option sur les Parts Sociales et/ou l'aliénation des Parts sociales sera sans préjudice à l'application du présent paragraphe;

iv. inclut un engagement par ou de la part du Cessionnaire qu'aucune autre contrepartie (que ce soit en numéraire ou autrement) n'est à percevoir ou percevable par tout Associé qui, vu la transaction dans son ensemble, peut être considéré comme un supplément au prix payé ou payable pour les Parts Sociales à être vendues par un tel Associé et que ni le Cessionnaire ni une personne agissant en accord ou entente avec lui, n'a autrement conclu des termes plus avantageux ou s'est mis d'accord sur des termes plus avantageux avec un autre Associé pour l'achat des Parts sociales; et

v. prévoit que la vente et l'achat de toutes les Parts Sociales à l'égard desquelles l'offre est acceptée sera achevée en même temps.

"Part Sociale de Cession" signifie toute Part Sociale cédée lors d'une Cession de Parts Sociales;

"Partenaires" signifie à l'égard de toute personne:

i. toute personne qui est un collaborateur de cette personne et la question de savoir si une personne est collaborateur d'une autre est à déterminer conformément à la section 435 de Insolvency Act 1986 et (peu importe si ainsi déterminé comme collaborateur); ou

ii. une société qui de temps à autre une entreprise mère ou une entreprise filiale de cette société ou une entreprise filiale d'une telle entreprise mère, sachant que l'entreprise mère et l'entreprise filiale ont la signification indiquée dans section 1162 de Companies Act 2006;

"Parts Sociales" signifie ensemble les Parts Sociales A et les Parts Sociales B émises;

"Parts Sociales B Qualifiantes" signifie les Parts Sociales B Ordinaires à l'égard desquelles le Seuil a été atteint au moment du ou avant la Cession de Parts Sociales ou Cessation d'Activités, le cas échéant;

"Parts Sociales Ordinaires A" ou "Parts Sociales A" signifie les parts sociales ordinaires A de EUR 0,01 chacune dans le capital de la Société;

"Parts Sociales Ordinaires B" ou "Parts Sociales B" signifie les parts sociales ordinaires B d'EUR 0,01 chacune dans le capital de la Société;

"Produit Net" signifie la contrepartie nette payable pour les Parts Sociales de Cession (y compris tout paiement de contrepartie différé mais à l'exclusion de toute somme payée à la Société par l'acquéreur afin de lui permettre de rembourser tout prêt fait à la Société ou primes dues par la Société);

"Relation Privilégiée" en ce qui concerne un Associé qui est une personne, signifie un époux, parent, frère ou soeur, partenaire civil, enfant ou grand-enfant (y compris bel enfant ou enfant adopté);

"Sortie" signifie une Cession des Parts Sociales ou une Cessation d'Activités;

"Seuil" comme défini à l'Article 14 (b);

"Valeur Cible" signifie la valeur cible indiquée dans les contrats de souscription pertinents en vertu desquels les Associés B souscrivent aux Parts Sociales B;

"Valeur Comptable Economique " le montant par lequel l'actif consolidé du Groupe dépasse le passif du Groupe calculé plus précisément conformément aux principes généraux indiqués dans un pacte d'actionnaires qui pourrait être conclu de temps à autre entre la Société et ses Associés; et

"Valeur de Marché" signifie la valeur de marché d'une Part Sociale comme déterminé par le Conseil de Gérance sur le conseil de Grant Thornton LLP mais, pour éviter tout doute, sans prendre en compte un rabais de minorité et pourvu que la Valeur de Marché des quelconques Parts Sociales Ordinaires B, si le Seuil n'a pas été atteint, sera la valeur nominale de chaque Part Sociale Ordinaire B;

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à trois mille euros (EUR 3.000).

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui parle et comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire des personnes comparantes ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande du même mandataire, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg à la date donnée en tête des présentes.

Lecture faite au mandataire des comparants, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état civil et domicile, ce dernier a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: E. Faraldo-Talmon, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 13 novembre 2013. REM/2013/1982. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 20 novembre 2013.

Référence de publication: 2013163637/1568.

(130199151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Fabri S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6680 Mertert, 53A, rue Haute.

R.C.S. Luxembourg B 79.336.

Nach Sitzverlegung der Gesellschaft SCHOLTES Carrelages Sàrl lautet die Anschrift des alleinigen Anteilseigners wie folgt:

SCHOLTES CARRELAGES S. à r. l.

Société à responsabilité limitée

RCS Luxembourg B-46.955

53A, Rue Haute, L-6680 Mertert

Anteile: 6

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L-6680 Mertert, den 9. Dezember 2013.

Unterschrift

Die Geschäftsführung

Référence de publication: 2013177778/18.

(130216706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Hotels Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 137.771.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013177860/10.

(130217154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

International Chemical Investors VIII S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.
R.C.S. Luxembourg B 173.087.

Auszug aus der Gesellschafterversammlung vom 5. November 2013

Bestellung eines Rechnungsprüfers für den Einzelabschluss 2013

Die Gesellschafterversammlung bestellt einstimmig für das Wirtschaftsjahr 2013 PricewaterhouseCooper, 400, Route d'Esch, L-1014 Luxembourg, als Rechnungsprüfer für den Einzelabschluss.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013177901/12.

(130216153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Eurolever Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 49.993.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 Décembre 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2013177750/12.

(130217601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Finapar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 70, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 163.972.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013177772/9.

(130216692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Nordborn I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 120.949.

Il résulte du procès verbal de l'assemblée générale des associés de la Société tenue en date du 12 décembre 2013 à Luxembourg que:

- Monsieur Robert Philippe Faber a démissionné de ses fonctions de gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat;
 - Monsieur Erwan Le Berre a démissionné de ses fonctions de gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat;
 - Monsieur Bernhard Berg, né le 12 juillet 1959 à Oberstadtfeld, Allemagne, résidant professionnellement au The Squire, 18, Am Flughafen, D-60549 Francfort, Allemagne, a été nommé nouveau gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;
 - Madame Irmgard Linker, née le 29 août 1968, à Friedberg, Allemagne, résidant professionnellement au The Squire, 18, Am Flughafen, D-60549 Francfort, Allemagne, a été nommée nouveau gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;
 - Monsieur Cyril Amos Friedrich Schelling, né le 20 avril 1980, à Saint Quentin, France, résidant à 21, Rue de l'École, L-1455 Howald, a été nommé nouveau gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée; et
 - Dr. Matthias Eder, né le 30 novembre 1976, à Würzburg, Allemagne, résidant à 24, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg, a été nommé nouveau gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Pour la Société

Un Mandataire

Référence de publication: 2013177073/28.

(130215818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Terpean International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 63.515.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 DEC. 2013.

Pour: TERPEAN INTERNATIONAL S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Aurélie Katola / Cindy Szabo

Référence de publication: 2013178303/15.

(130216549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

DIT Luxembourg 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 117.502.

Le bilan au 30 juin 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2013177702/10.

(130216597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

DJS s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8220 Mamer, 32, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 166.630.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2013177704/10.

(130217190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

DMS Offshore Investment Services (Europe) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 167.905.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013177705/10.

(130217590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Lone Star Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 159.050.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013178956/10.

(130218413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

Agriloc S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9759 Knaphoscheid, 55, Duerfstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 115.524.

Im Jahre zweitausenddreizehn, den achtundzwanzigsten November.

Vor dem unterzeichneten Notar Martine WEINANDY mit dem Amtswohnsitz zu Clerf,

sind erschienen:

1. Herr Erny KREMER, Landwirt, geboren zu Clerf, am 25. November 1966, wohnhaft zu L-9774 Urspelt, 98, Heperdanger Strooss;

2. Herr Guy BOENTGES, Landwirt, geboren zu Wiltz, am 08. April 1972, wohnhaft zu L-9654 Grümmelscheid, 6, Duerfstrooss;

3. Herr Jean METTENDORFF, Landwirt, geboren zu Clerf, am 24. Mai 1954, wohnhaft zu L-9765 Mecher, Hausnummer 2;

4. Herr Daniel ROSSLER, Landwirt, geboren zu Wiltz, am 25. November 1972, wohnhaft zu L-9759 Knaphoscheid, Hausnummer 55;

5. Die zivilrechtliche Gesellschaft CERAMA mit Sitz in L-9768 Reuler, Hausnummer 32

hier vertreten durch ihre Geschäftsführer,

Herrn Marc SCHLECHTER, Landwirt, geboren zu Ettelbruck, am 27. März 1980, wohnhaft zu L-9940 Asselborn, Hausnummer 179B

Herrn Michael JENSEN, Ordensbruder und Landwirt, geboren zu Rutsker, am 29. April 1964, wohnhaft zu L-9737 Clerf, Abbaye St.Maurice.

Einziges Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung «AGRILOC S.à r.l.»(2006 2411 210) mit Sitz zu L - 9759 Knaphoscheid, 55, Duerfstrooss, RCS B 115524, welche Gesellschaft gegründet wurde zufolge Urkunde

aufgenommen durch Notar Fernand UNSEN, mit dem damaligen Amtssitz in Diekirch, am 03. April 2006, veröffentlicht im Memorial C No 1244 vom 28. Juni 2006.

Welche Komparenten den handelnden Notar ersuchten folgendes zu beurkunden:

Erster Beschluss

Herr Jean METTENDORFF, vorgenannt, tritt hiermit seine fünfundzwanzig (25) Anteile der vorgenannten Gesellschaft mit beschränkter Haftung AGRILLOC S.à r.l. an Herrn Joe METTENDORFF, Landwirt, geboren zu Luxemburg, am 05. Oktober 1985, wohnhaft zu L-9765 Mecher, Hausnummer 2 ab; welcher diese annimmt.

Gegenwärtige Geschäftsanteilübertragung findet statt zu den privatschriftlichen Bedingungen welche zwischen den Parteien vereinbart wurde.

Herr Joe METTENDORFF wird Eigentümer der ihm somit abgetretenen Geschäftsanteile vom heutigen Tage an und er hat Recht auf die Erträge und Gewinne, welche diese Anteile produzieren, vom heutigen Tage angerechnet.

Herr Joe METTENDORFF wird in alle Rechte und Pflichten, welche mit den abgetretenen Anteilen zusammenhängen, eingesetzt.

Die Gesellschafter erklären mit der vorstehenden Geschäftsanteilabtretung einverstanden zu sein.

Herr Daniel ROSSLER, vorbenannt, handelnd in seiner Eigenschaft als Geschäftsführer der Gesellschaft «AGRILOC S.à r.l.», erklärt, die gegenwärtige Abtretung anzunehmen, gemäss Artikel 190 des Gesetzes vom 18. September 1993 über die Gesellschaften mit beschränkter Haftung, beziehungsweise Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches.

Zweiter Beschluss

Infolge der vorstehenden Abtretung hat Artikel 6 Absatz 2 der Satzung der Gesellschaft folgenden Wortlaut:

« **Art. 6. Ab. 2.** Die Anteile sind wie folgt verteilt:

Herr Erny KREMER, vorgenannt, fünfundzwanzig Anteile	25
Herr Guy BOENTGES, vorgenannt, fünfundzwanzig Anteile	25
Herr Joe METTENDORFF, vorgenannt, fünfundzwanzig Anteile	25
Herr Daniel ROSSLER, vorgenannt, fünfundzwanzig Anteile	25
Die zivilrechtliche Gesellschaft CEREMA, vorgenannt, fünfundzwanzig Anteile	25
Total: einhundertfünfundzwanzig Anteile	125»

Dritter und Letzter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen den Gesellschaftszweck abzuändern, beziehungsweise zu erweitern, durch Einbeziehung neuer Tätigkeiten.

Demgemäss wird Artikel 2 der Gesellschaftssatzung abgeändert und erhält folgenden Wortlaut:

« **Art. 2.** Zweck der Gesellschaft ist:

- Anbau-, Ernte-, Dresch-, Press-, Lese- und Einsammelarbeiten, einschließlich Säen und Pflanzen
- Verpackung und Zubereitung, wie beispielsweise Trocknung, Reinigung, Zerkleinerung, Desinfektion und Einsilierung landwirtschaftlicher Erzeugnisse
- Das Betreiben einer Reparaturwerkstatt für Fahrzeuge und Maschinen jeglicher Art
- Der Handel mit Geräten, Maschinen und Fahrzeugen für Landwirtschaft, Winzerei und Gärtnerei
- Der Ein- und Verkauf von landwirtschaftlichen Produkten
- Jede andere Art von Tätigkeit, welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt zusammenhängt oder denselben fördern kann.»

Die Kosten dieser Urkunde gehen zu Lasten der Gesellschaft „AGRILOC S.à.r.l.“

WORUEBER URKUNDE, aufgenommen zu Clerf, in der Amtsstube des handelnden Notars, Am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Kompargenten hat derselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Kremer, G. Boentges, Mettendorff, Rossler, Schlechter, Michael Jensen, Mettendorff, Martine Weinandy. Enregistré à Clervaux, le 04 décembre 2013. Relation: CLE/2013/1247. Reçu soixante-quinze euros = 75,00 €.

Le Receveur (signé): Rodenbour C.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, erteilt zwecks Hinterlegung beim Firmenregister.

Clerf, den 10. Dezember 2013.

Martine WEINANDY.

Référence de publication: 2013176381/75.

(130214292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2013.

Powergen Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 13.000,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 103.020.

In the year two thousand and thirteen, on the eleventh day of the month of November.

Before Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Powergen Limited, a limited company, incorporated and existing under the laws of England, with registered office at Westwood Way, Westwood Business Park, Coventry, CV4 8LG, England and registered at Companies House under the number 3586615 (the "Sole Shareholder"), represented by Mr Paul De Haan, manager, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 11 November 2013 (which shall remain attached to the present deed to be filed together with the registration authorities), being the sole shareholder and holding all the twenty-five million (25,000,000) shares in issue in "Powergen Holdings S.à r.l." (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 17 Boulevard Prince Henri, L-1724, Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 103.020, incorporated by deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg dated 1 September 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1184 of 20 November 2004.

The articles of association of the Company have been amended for the last time on 23 December 2004 by deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial number 252 of 21 March 2005.

The appearing party declared and requested the notary to record as follows:

I. The Sole Shareholder holds all twenty-five million (25,000,000) shares in issue in the Company so that the total share capital is represented before the notary and decisions can validly be taken on all items of the agenda.

II. The items on which resolutions are to be passed are as follows:

Agenda

1. Reduction of the current issued share capital of the Company by an amount of four hundred and ninety-nine million nine hundred and eighty-seven thousand Pounds Sterling (GBP 499,987,000) (the "Reduction Amount") so as to bring it from its current amount of five hundred million Pounds Sterling (GBP 500,000,000) to an amount of thirteen thousand

Pounds Sterling (GBP 13,000) represented by six hundred and fifty (650) shares of a nominal value of twenty Pounds Sterling (GBP 20) each, by the cancellation of twenty-four million nine hundred and ninety-nine thousand three hundred and fifty (24,999,350) shares of a nominal value of twenty Pounds Sterling (GBP 20) each, without reimbursement of the Reduction Amount to the Sole Shareholder; allocation of the Reduction Amount to the freely distributable reserves of the Company;

2. Allocation of the share premium of the Company of an amount of one billion seven hundred fifty-one million one hundred twelve thousand five hundred sixteen Pounds Sterling (GBP 1,751,112,516) to the freely distributable reserves of the Company;

3. Reduction of the current legal reserve amounting to five hundred twenty-eight thousand eight hundred seven Pounds Sterling (GBP 528,807) to one thousand three hundred Pounds Sterling (GBP 1,300) (representing 10% of the new issued share capital amount), and allocation of the legal reserve reduction amount of five hundred twenty-seven thousand five hundred seven Pounds Sterling (GBP 527,507) to the freely distributable reserves of the Company;

4. Consequential amendment of article 5 of the articles of association of the Company to reflect the new issued share capital following the capital reduction; and

5. Allocation of an amount of two thousand four hundred Pounds Sterling (GBP 2,400) out of the freely distributable reserves of the Company to the "other reserves" of the Company so that the other reserves amount to nil.

The Sole Shareholder having considered the agenda above, the following resolutions were adopted.

First resolution

The Sole Shareholder resolved to reduce the current issued share capital of the Company by an amount of four hundred and ninety-nine million nine hundred and eighty-seven thousand Pounds Sterling (GBP 499,987,000.-) (the "Reduction Amount") so as to bring it from its current amount of five hundred million Pounds Sterling (GBP 500,000,000.-) to an amount of thirteen thousand Pounds Sterling (GBP 13,000.-) represented by six hundred and fifty (650) shares of a nominal value of twenty Pounds Sterling (GBP 20.-) each, by the cancellation of twenty-four million nine hundred and ninety-nine thousand three hundred and fifty (24,999,350) shares of a nominal value of twenty Pounds Sterling (GBP 20.-) each, without reimbursement of the Reduction Amount to the Sole Shareholder. The Sole Shareholder resolved to allocate the Reduction Amount to the freely distributable reserves of the Company.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to allocate the share premium of the Company of an amount of one billion seven hundred fifty-one million one hundred twelve thousand five hundred sixteen Pounds Sterling (GBP 1,751,112,516.-) to the freely distributable reserves of the Company.

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to reduce the legal reserve of the Company amounting to five hundred twenty-eight thousand eight hundred seven Pounds Sterling (GBP 528,807.-) to one thousand and three hundred Pounds Sterling (GBP 1,300.-) (representing 10% of the new issued share capital amount) and to allocate the legal reserve reduction amount of five hundred twenty-seven thousand five hundred seven Pounds Sterling (GBP 527,507.-) to the freely distributable reserves of the Company.

Fourth resolution

As a result of the foregoing resolutions, it was resolved to amend article 5 of the articles of association of the Company to reflect the new issued share capital following the capital reduction so as to read as follows:

Art. 5. "The capital of the Company is fixed at thirteen thousand Pounds Sterling (GBP 13,000.-) divided into six hundred and fifty (650) shares of a nominal value of twenty Pounds Sterling (GBP 20.-) each".

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolved to allocate an amount of two thousand four hundred Pounds Sterling (GBP 2,400.-) out of the freely distributable reserves of the Company to the "other reserves" account of the Company so that the "other reserves" account amount to nil.

Expenses

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever shall be borne by the Company.

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the appearing party hereto, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same party, in case of discrepancies between the English and the French version, the English version shall be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by name, first name, civil status and residence, the proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le onzième jour du mois de novembre.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Powergen Limited, une limited company, constituée et régie par les lois d'Angleterre, ayant son siège social à Westwood Way, Westwood Business Park, Coventry, CV4 8LG, Angleterre et enregistré au Companies House sous le numéro 3586615 Associé Unique») représentée par M. Paul de Haan, gérant, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 11 novembre 2013 (laquelle doit rester annexée au présent acte pour être soumises avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement), étant l'Associé Unique et détenant la totalité des vingt-cinq millions (25.000.000) de parts sociales émises dans «Powergen Holdings S.à r.l.» (la «Société»), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 17, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 103.020, constituée par acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 1 Septembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 1184 du 20 novembre 2004.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 23 Décembre 2004 par acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial numéro 252 du 21 Mars 2005.

La partie comparante a déclaré et prié le notaire d'acter ce qui suit:

I. L'Associé Unique détient l'intégralité des vingt-cinq millions (25.000.000) de parts sociales émises dans la Société de sorte que l'intégralité du capital social est représentée par devant le notaire et que des décisions peuvent être valablement prises sur tous les points figurant à l'ordre du jour.

II. Les points sur lesquels des résolutions devront être prises sont les suivants:

Agenda

1. Réduction du capital social actuel de la Société d'un montant de quatre cent quatre-vingt-dix-neuf millions neuf cent quatre-vingt-sept mille Livres Sterling (499.987.000,- GBP) (le «Montant Réduit») afin de le ramener de son montant actuel de cinq cent millions de Livres Sterling (500.000.000,- GBP) à un montant de treize mille Livres Sterling (13.000,- GBP) représentée par six cent cinquante (650) parts sociales d'une valeur nominale de vingt Livres Sterling (20,- GBP) chacune, par l'annulation de vingt-quatre millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille trois cent cinquante (24.999.350) parts sociales d'une valeur nominale de vingt Livres Sterling (20,- GBP) chacune, sans remboursement du Montant Réduit à l'Associé Unique; allocation du Montant Réduit aux réserves librement distribuables de la Société;

2. Allocation de la prime d'émission de la Société d'un montant d'un milliard sept cent cinquante et un millions cent douze mille cinq cent seize Livres Sterling (1.751.112.516,- GBP) aux réserves librement distribuables de la Société;

3. Réduction de l'actuelle réserve légale d'un montant de cinq cent vingt-huit mille huit cent sept Livres Sterling (528.807,- GBP) à mille trois cents Livres Sterling (1.300,- GBP) (représentant 10% du nouveau montant du capital social émis), et allocation de la réduction de la réserve légale d'un montant de cinq cent vingt-sept mille cinq cent sept Livres Sterling (527.507,- GBP) aux réserves librement distribuables de la Société;

4. Modification conséquente de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter le nouveau capital social émis après la réduction du capital social; et

5. Allocation d'un montant de deux mille quatre cents Livres Sterling (2.400,- GBP) des réserves librement distribuables de la Société au compte «autres réserves» de la Société afin que le compte «autres réserves» de la Société soit nul.

L'Associé Unique ayant considéré l'ordre du jour ci-dessus, a pris les résolutions suivantes.

Première résolution

L'Associé Unique a décidé de réduire l'actuel capital social de la Société d'un montant de quatre cent quatre-vingt-dix-neuf millions neuf cent quatre-vingt-sept mille Livres Sterling (499.987.000,- GBP) (le «Montant Réduit») afin de le ramener de son montant actuel de cinq cent millions de Livres Sterling (500.000.000,- GBP) à un montant de treize mille Livres Sterling (13.000,- GBP) représentée par six cent cinquante (650) parts sociales d'une valeur nominale de vingt Livres Sterling (20,- GBP) chacune, par l'annulation de vingt-quatre millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille trois cent cinquante (24.999.350) parts sociales d'une valeur nominale de vingt Livres Sterling (20,- GBP) chacune, sans remboursement du Montant Réduit à l'Associé Unique; allocation du Montant Réduit aux réserves librement distribuables de la Société.

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé d'allouer la prime d'émission de la Société d'un montant d'un milliard sept cent cinquante et un millions cent douze mille cinq cent seize Livres Sterling (1.751.112.516 GBP) aux réserves librement distribuables de la Société.

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé de réduire l'actuelle réserve légale d'un montant de cinq cent vingt-huit mille huit cent sept Livres Sterling (528.807,-GBP) à mille trois cents Livres Sterling (1.300,- GBP) (représentant 10% du nouveau montant du capital social émis), et allocation de la réduction de la réserve légale d'un montant de cinq cent vingt-sept mille cinq cent sept Livres Sterling (527.507,- GBP) aux réserves librement distribuables de la Société.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions précitées, il a été décidé de modifier l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter le nouveau capital social émis après la réduction du capital social afin qu'il ait la teneur suivante:

Art. 5. «Le capital social de la Société est fixé à treize milles Livres Sterling (GBP 13.000,-) divisé en six cent cinquante (650) parts sociales d'une valeur nominale de vingt Livres Sterling (GBP 20,-) chacune».

Cinquième résolution

L'Associé Unique a décidé d'allouer un montant de deux mille quatre cents Livres Sterling (2.400,- GBP) des réserves librement distribuables de la Société au compte «autres réserves» de la Société afin que le compte «autres réserves» de la Société soit nul.

Dépenses

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit incombent à la Société.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi par une traduction française; à la requête de la même partie, en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par nom, prénom, usuel, état civil et demeure, cette personne a signé avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: De Haan, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 12 novembre 2013. Relation: LAC/2013/51265.

Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 22 novembre 2013.

Référence de publication: 2013163763/165.

(130199198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Car Classifieds Myanmar S.C.Sp., Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue J.P. Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 182.304.

Excerpts of the limited partnership agreement (the "partnership agreement") of Car Classifieds Myanmar S.C.Sp., a special limited partnership, executed on 27 November 2013

1. Partners who are jointly and Severally liable. Classifieds (GP) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 180.455 (the "General Partner").

2. Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Business Year.

(i) Name

The special limited partnership shall have the name: "Car Classifieds Myanmar S.C.Sp." (the "Partnership").

(ii) Purpose

The purpose of the Partnership is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, limited partnerships or other arrangements and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in order to further the development, marketing and provision of internet services through such domestic and foreign subsidiaries (e-commerce covering goods and services of different kinds) and the provision of logistic services, digital services and all other services relating to the aforementioned business.

The Partnership is entitled to pursue any and all activities which directly or indirectly serve its purpose. The Partnership exercises any and all rights and obligations which pertain to any shares or interests in other companies.

(iii) Registered Office

The Partnership shall have its registered office in 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) Business Year

The business year of the Partnership shall be the calendar year.

3. Designation of the manager and Signatory powers. The management of the Partnership is incumbent upon the General Partner.

The General Partner shall manage the Partnership on the basis of the provisions of the limited partnership agreement and otherwise in the best interest of the Partnership. Any liability of the General Partner vis-à-vis the Partnership or its Partners shall be limited to willful misconduct (dol) and gross negligence (negligence grave).

The Partnership is validly bound vis-à-vis third parties by the signature of the General Partner that represents it.

4. Date on which the Partnership commences and The date on which it ends. The Partnership commences as from 27 November 2013, for an indefinite term.

Es folgt die Deutsche Übersetzung des Vorangehenden Textes:

Auszüge des Gesellschaftsvertrages (Limited Partnership Agreement) (der "Gesellschaftsvertrag") der Car Classifieds Myanmar S.C.Sp., einer Partnerschaftsgesellschaft Luxemburger Rechts (Special Limited Partnership), Abgeschlossen am 27. November 2013

1. Gesellschafter, die unmittelbar und Gesamtschuldnerisch haften. Classifieds (GP) S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche den Bestimmungen des Gesetzes des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, mit Geschäftssitz in 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 180.455 (die "Komplementärin").

2. Name, Zweck der Gesellschaft, Sitz, Geschäftsjahr.

(i) Name

Die Gesellschaft heißt: " Car Classifieds Myanmar S.C.Sp.".

(ii) Zweck der Gesellschaft

Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form, die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf die Entwicklung, das Marketing und die Erbringung von Internetdienstleistungen durch inländische und ausländische Tochtergesellschaften (im Bereich E-Commerce bezüglich Waren und Dienstleistungen jeglicher Art) sowie die Erbringung von Logistikdienstleistungen, Digitaldienstleistungen und allen anderen Dienstleistungen, die mit der zuvor genannten Geschäftstätigkeit im Zusammenhang stehen.

Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder die der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Darlehen gewähren oder die Gesellschaften auf jede andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten ausüben, die direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen. Die Gesellschaft kann jegliche Rechte und Pflichten in Bezug auf Beteiligungen an anderen Gesellschaften ausüben.

(iii) Sitz

Der Sitz der Gesellschaft ist in 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

(iv) Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr wird das Kalenderjahr sein.

3. Wahl des Geschäftsführers und Zeichnungsbefugnisse. Die Geschäftsführung der Gesellschaft obliegt der amtierenden Komplementärin. Die Komplementärin wird die Gesellschaft auf Basis der Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages oder in sonstiger Weise bestmöglich im Interesse der Gesellschaft führen. Jede Haftung der Komplementärin gegenüber der Gesellschaft wird auf Fälle des Vorsatzes (dol) und der groben Fahrlässigkeit (négligence grave) beschränkt.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift der Komplementärin, durch welche die Gesellschaft repräsentiert wird, rechtskräftig gegenüber Dritten verpflichtet.

4. Anfang und Enddatum der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird am 27. November 2013 für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Référence de publication: 2013172045/75.

(130209576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2013.

Car Classifieds Pakistan S.C.Sp., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue J.P. Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 182.306.

Excerpts of the limited partnership agreement (The "partnership agreement") of Car Classifieds Pakistan S.C.Sp., a special limited partnership, executed on 27 november 2013

1. Partners who are jointly and Severally liable. Classifieds (GP) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 180.455 (the "General Partner").

2. Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Business Year.

(i) Name

The special limited partnership shall have the name: "Car Classifieds Pakistan S.C.Sp." (the "Partnership").

(ii) Purpose

The purpose of the Partnership is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, limited partnerships or other arrangements and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in order to further the development, marketing and provision of internet services through such domestic and foreign subsidiaries (e-commerce covering goods and services of different kinds) and the provision of logistic services, digital services and all other services relating to the aforementioned business.

The Partnership may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Partnership.

The Partnership is entitled to pursue any and all activities which directly or indirectly serve its purpose. The Partnership exercises any and all rights and obligations which pertain to any shares or interests in other companies.

(iii) Registered Office

The Partnership shall have its registered office in 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) Business Year

The business year of the Partnership shall be the calendar year.

3. Designation of the manager and Signatory powers. The management of the Partnership is incumbent upon the General Partner.

The General Partner shall manage the Partnership on the basis of the provisions of the limited partnership agreement and otherwise in the best interest of the Partnership. Any liability of the General Partner vis-à-vis the Partnership or its Partners shall be limited to willful misconduct (dol) and gross negligence (negligence grave).

The Partnership is validly bound vis-à-vis third parties by the signature of the General Partner that represents it.

4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends. The Partnership commences as from 27 November 2013, for an indefinite term.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Auszüge des Gesellschaftsvertrages (Limited Partnership Agreement) (der "Gesellschaftsvertrag") der Car Classifieds Pakistan S.C.Sp., einer Partnerschaftsgesellschaft Luxemburger Rechts (Special Limited Partnership), abgeschlossen am 27. November 2013

1. Gesellschafter, die unmittelbar und Gesamtschuldnerisch haften. Classifieds (GP) S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche den Bestimmungen des Gesetzes des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, mit Geschäftssitz in 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 180.455 (die "Komplementärin").

2. Name, Zweck der Gesellschaft, Sitz, Geschäftsjahr.

(i) Name

Die Gesellschaft heißt: "Car Classifieds Pakistan S.C.Sp."

(ii) Zweck der Gesellschaft

Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form, die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf die Entwicklung, das Marketing und die Erbringung von Internetdienst-

leistungen durch inländische und ausländische Tochtergesellschaften (im Bereich E-Commerce bezüglich Waren und Dienstleistungen jeglicher Art) sowie die Erbringung von Logistikdienstleistungen, Digitaldienstleistungen und allen anderen Dienstleistungen, die mit der zuvor genannten Geschäftstätigkeit im Zusammenhang stehen.

Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder die der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Darlehen gewähren oder die Gesellschaften auf jede andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten ausüben, die direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen. Die Gesellschaft kann jegliche Rechte und Pflichten in Bezug auf Beteiligungen an anderen Gesellschaften ausüben.

(iii) Sitz

Der Sitz der Gesellschaft ist in 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

(iv) Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr wird das Kalenderjahr sein.

3. Wahl des Geschäftsführers und Zeichnungsbefugnisse. Die Geschäftsführung der Gesellschaft obliegt der amtierenden Komplementärin. Die Komplementärin wird die Gesellschaft auf Basis der Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages oder in sonstiger Weise bestmöglich im Interesse der Gesellschaft führen. Jede Haftung der Komplementärin gegenüber der Gesellschaft wird auf Fälle des Vorsatzes (dol) und der groben Fahrlässigkeit (négligence grave) beschränkt.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift der Komplementärin, durch welche die Gesellschaft repräsentiert wird, rechtskräftig gegenüber Dritten verpflichtet.

4. Anfang und Enddatum der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird am 27. November 2013 für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Référence de publication: 2013172046/77.

(130209577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2013.

TE Connectivity Holding International II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 169.805.

Avec effet au 9 décembre 2013, Bryan Tidd et Christoph Zeyen ne sont plus gérants de la Société.

Avec effet au 10 décembre 2013, ont été nommés gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Anne-Marie Nicolas ayant son adresse professionnelle au 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg;

- Fabienne Roger-Eck ayant son adresse professionnelle au 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg; et

- Magnus Svensson ayant son adresse professionnelle au 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Le conseil de gérance est désormais composé comme suit:

- Harold G. Barksdale,

- Anne-Marie Nicolas

- Juerg Frischknecht,

- Jürg Giraudi,

- Michael Soland,

- Thomas Ernst,

- Fabienne Roger-Eck, et

- Magnus Svensson.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

TE Connectivity Holding International II S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013177339/29.

(130215718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.